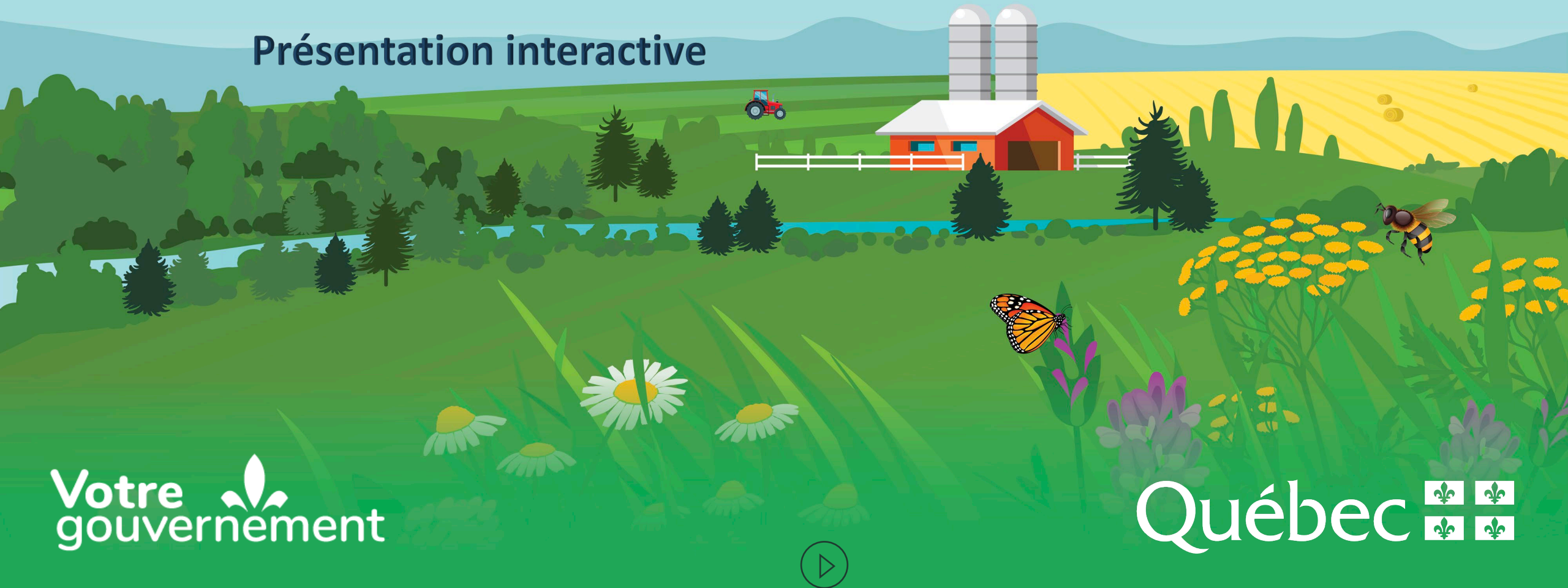


# PROGRAMME PRIME-VERT

Présentation interactive



Votre  
gouvernement

Québec

# PROGRAMME PRIME-VERT

L'objectif général du programme est d'accroître l'adoption de pratiques agroenvironnementales afin d'améliorer la performance environnementale du milieu agricole.



# PROGRAMME PRIME-VERT



## Instructions

1. Pour naviguer dans la diapositive, utiliser votre souris et cliquer sur les éléments de navigation (pastille, bouton ou photo)
2. Pour naviguer entre les diapositives, utiliser les flèches dans le menu du bas de la diapositive

## Mise en garde

Ce document est fourni à titre d'information ou de formation. Seul le texte officiel peut être utilisé pour des fins légales.



# Conditions générales d'admissibilité et de maintien de l'aide financière

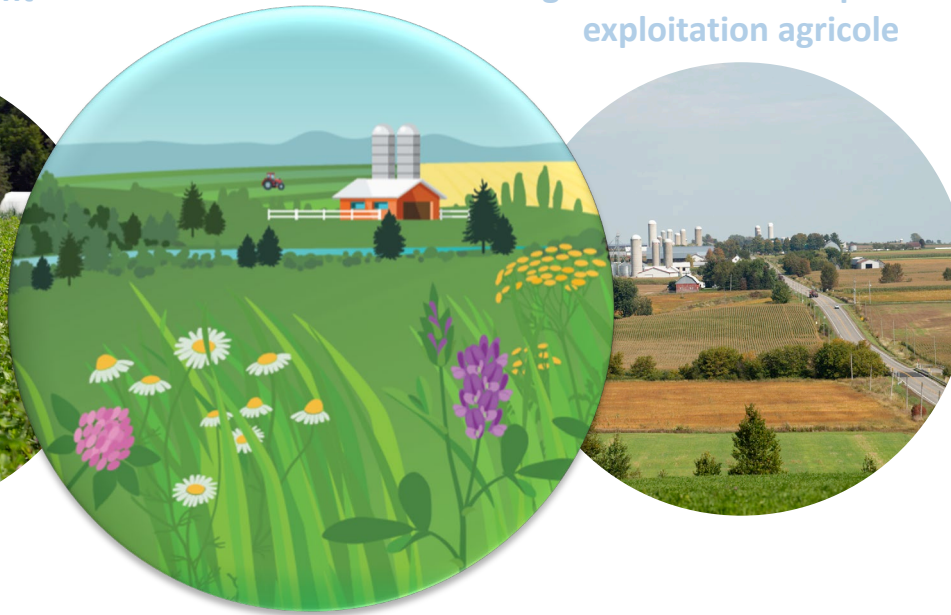
## Volet 2

Projets à portée collective en agroenvironnement



## Volet 1

Projets individuels en agroenvironnement par une exploitation agricole



# Volet 1

## Projets individuels en agroenvironnement par une exploitation agricole

Conditions générales  
d'admissibilité et de maintien de  
l'aide financière



Volet 2  
Projets à portée collective en  
agroenvironnement





# Volet 2

## Projets à portée collective en agroenvironnement

Volet 1  
Projets individuels en  
agroenvironnement par une  
exploitation agricole



Conditions générales  
d'admissibilité et de maintien de  
l'aide financière



# Volet-1 : Projets individuels en agroenvironnement par une *exploitation agricole*

Accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* par les *exploitations agricoles*

Sous-volet 1.3 Sous-volet 1.4

Volet 1

Sous-volet 1.1 Sous-volet 1.2



# Volet-1 : Projets individuels en agroenvironnement par une *exploitation agricole*

Accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* par les *exploitations agricoles*

Sous-volet 1.4



Volet 1



Sous-volet 1.1



Sous-volet 1.2



Sous-volet 1.3



Appui à la réalisation du [Plan agriculture durable](#) (PAD)



# Volet-1 : Projets individuels en agroenvironnement par une *exploitation agricole*

Accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* par les *exploitations agricoles*

Volet 1    Sous-volet 1.1    **Sous-volet 1.2**    Sous-volet 1.3    Sous-volet 1.4



Appui à la gestion des  
matières résiduelles agricoles

# Volet-1 : Projets individuels en agroenvironnement par une *exploitation agricole*

Accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* par les *exploitations agricoles*

Sous-volet 1.1

Sous-volet 1.2

Sous-volet 1.3

Sous-volet 1.4

Volet 1



Appui à la réalisation d'essais d'implantation de  
pratiques agroenvironnementales à la ferme



# Volet-1 : Projets individuels en agroenvironnement par une *exploitation agricole*

Accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* par les *exploitations agricoles*

Sous-volet 1.2

Sous-volet 1.3

Sous-volet 1.4

Volet 1

Sous-volet 1.1



Appui à la conversion à  
l'agriculture biologique



# Conditions générales d'admissibilité et de maintien de l'aide financière



Obligation du demandeur

Contrôle et reddition de comptes

Résiliation de l'aide financière

# Obligation du demandeur



L'octroi de l'aide financière est conditionnel au respect des exigences prévues dans la Charte de la langue française.

Pendant la durée de la convention d'aide financière intervenue avec le Ministre en vertu du Programme, le demandeur devra :

- se conformer à toute loi ou tout règlement applicable, en particulier les lois et règlements qui sont sous la responsabilité du Ministre;
- s'il s'agit d'une exploitation agricole, maintenir son enregistrement;
- **conserver et entretenir les aménagements, les ouvrages ou les équipements** qui ont fait l'objet d'une contribution financière dans le cadre du projet admissible pendant une période de cinq (5) ans suivant la date d'acquisition de ceux-ci ou pour leur durée de vie utile, selon la première éventualité. Au cours de cette période, il s'engage également à ne pas vendre, céder, transférer ou autrement aliéner de quelque façon le bien ou l'équipement acquis totalement ou partiellement avec l'aide financière accordée dans le cadre de la présente initiative sans avoir obtenu une autorisation écrite préalable du Ministre. Si le demandeur vend, cède, transfère ou aliène le bien ou l'équipement sans cette autorisation, il devra rembourser le montant d'aide financière reçu au Ministre, à moins que ce dernier en décide autrement.

Le Ministre se réserve le droit de refuser ou de cesser de verser une aide financière au demandeur si ce dernier ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'un demandeur d'une aide financière versée à même les fonds publics.

# Contrôle et reddition de comptes



Pendant la réalisation du projet et **pour les cinq années suivantes**, le demandeur doit permettre au représentant du Ministre, ou à une personne dûment autorisée par ce dernier, de visiter l'emplacement du projet, pendant les heures normales de bureau, afin d'y effectuer les vérifications ou les évaluations techniques, financières ou autres, estimées nécessaires ou utiles.

Pendant cette période, le demandeur s'engage à garder tous les documents relatifs au projet financé.

**Pour la même durée et aux fins de vérification, le Ministre peut exiger en tout temps que le demandeur fournisse l'ensemble des rapports, des documents, des preuves de résultat, des pièces justificatives ou des livrables en lien avec le projet.**



# Résiliation de l'aide financière



Le Ministre se réserve le droit de résilier l'aide financière consentie pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- le demandeur cesse substantiellement ou totalement ses activités
- le demandeur est placé sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. [1985], chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. [1985], chapitre B-3)
- le demandeur, directement ou par l'entremise de ses représentants, lui a fourni des garanties, des renseignements ou des documents qui sont faux, inexacts ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

La résiliation prend alors effet de plein droit à compter de la date de réception de l'avis du Ministre mentionnant l'un des motifs précités ou encore à toute autre date prévue dans cet avis.

De plus, le Ministre peut résilier l'aide financière si le demandeur ne respecte pas l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du Programme et des lettres d'offres accompagnées de convention d'aide financière qui en découlent. Au préalable, le Ministre devra transmettre un avis au demandeur lui enjoignant de remédier au défaut et précisant les correctifs souhaités ainsi que la date limite pour se conformer à défaut de quoi l'aide financière sera automatiquement résiliée à l'expiration du délai imposé.

Dans tous les cas, **le Ministre se réserve le droit de suspendre et de réclamer le remboursement partiel ou intégral de l'aide financière en cas de défauts.**

L'avis écrit du Ministre aux fins de résiliation équivaut à une mise en demeure.

# Volet 1 : Projets individuels en agroenvironnement par une *exploitation agricole*

Accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* par les *exploitations agricoles*



Le volet 1 du Programme Prime-Vert vise à accroître l'implantation de *pratiques agroenvironnementales* durables par les *exploitations agricoles* en réponse à la pression environnementale causée par certaines activités agricoles et en adaptation aux changements climatiques.

Plus précisément, les interventions du présent volet visent à accroître l'adoption de *pratiques agroenvironnementales* favorisant l'atteinte des objectifs du PAD, la saine gestion des matières résiduelles issues de la production et de la transformation à la ferme ainsi que la *conversion* à l'agriculture biologique de productions végétales, acéricoles et apicoles.

Les *essais d'implantation* à la ferme sont également possibles pour les entreprises qui souhaitent quantifier les gains environnementaux potentiels d'une pratique avant son déploiement à plus grande échelle sur leur exploitation.



Démarche du demandeur





## Volet 1

### Démarche du demandeur

Étapes principales pour le dépôt d'une demande d'aide financière au Programme Prime-Vert 23-26.

Dans chacun des sous-volets, vous trouverez la procédure spécifique pour bénéficier de l'aide financière.

#### Structure du volet 1 :

##### Sous-volet 1.1 Appui à la réalisation du PAD

- 1.1.1 Réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques liés aux pesticides
- 1.1.2 Amélioration de la santé et de la conservation des sols
- 1.1.3 Amélioration de la gestion des matières fertilisantes
- 1.1.4 Optimisation de la gestion de l'eau
- 1.1.5 Amélioration de la biodiversité

##### Sous-volet 1.2 Appui à la gestion des matières résiduelles agricoles

##### Sous-volet 1.3 Appui à la réalisation d'essais d'implantation de pratiques agroenvironnementales à la ferme

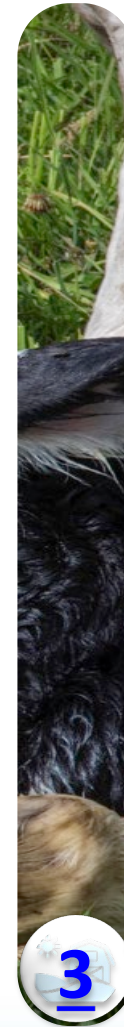
##### Sous-volet 1.4 Appui à la conversion à l'agriculture biologique d'unités de production végétale, acéricole et apicole



1



2



3



4



5



6



7



8





## Volet 1

### Démarche du demandeur

#### Étape 1 – Consultation du Programme et recherche d'informations spécifiques sur les solutions disponibles

Pour plus d'information, contacter votre conseiller ou un conseiller du MAPAQ de votre région afin de discuter des possibilités d'aide financières

Lien vers les [bureaux régionaux du MAPAQ](#)

1

2

3

4

5

6

7

8





## Volet 1

### Démarche du demandeur

#### Étape 2 – Recherche d'un conseiller afin de vous appuyer dans votre démarche pour les projets suivants :

Pour tous les projets admissibles :

Sous-volet 1.1

1.1.3 Amélioration de la gestion des matières fertilisantes

1.1.4 Optimisation de la gestion de l'eau

1.1.5 Amélioration de la biodiversité

1.1.1 Réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques

Pour les projets d'implantation de filets anti-insectes, seulement

Sous-volet 1.2 : Appui à la gestion des matières résiduelles agricoles

Sous-volet 1.3 : Appui à la réalisation d'essais d'implantation de pratiques agroenvironnementales à la ferme

Sous-volet 1.4 : Pour les demandeurs qui obtiennent pour la première fois une précertification biologique ou une certification biologique

1

2

3

4

5

6

7

8





## Volet 1 Démarche du demandeur

### Étape 3 – Réalisation d'un diagnostic ou recommandations par un conseiller habilité pour les projets suivant :

Pour tous les projets admissibles :

Sous-volet 1.1

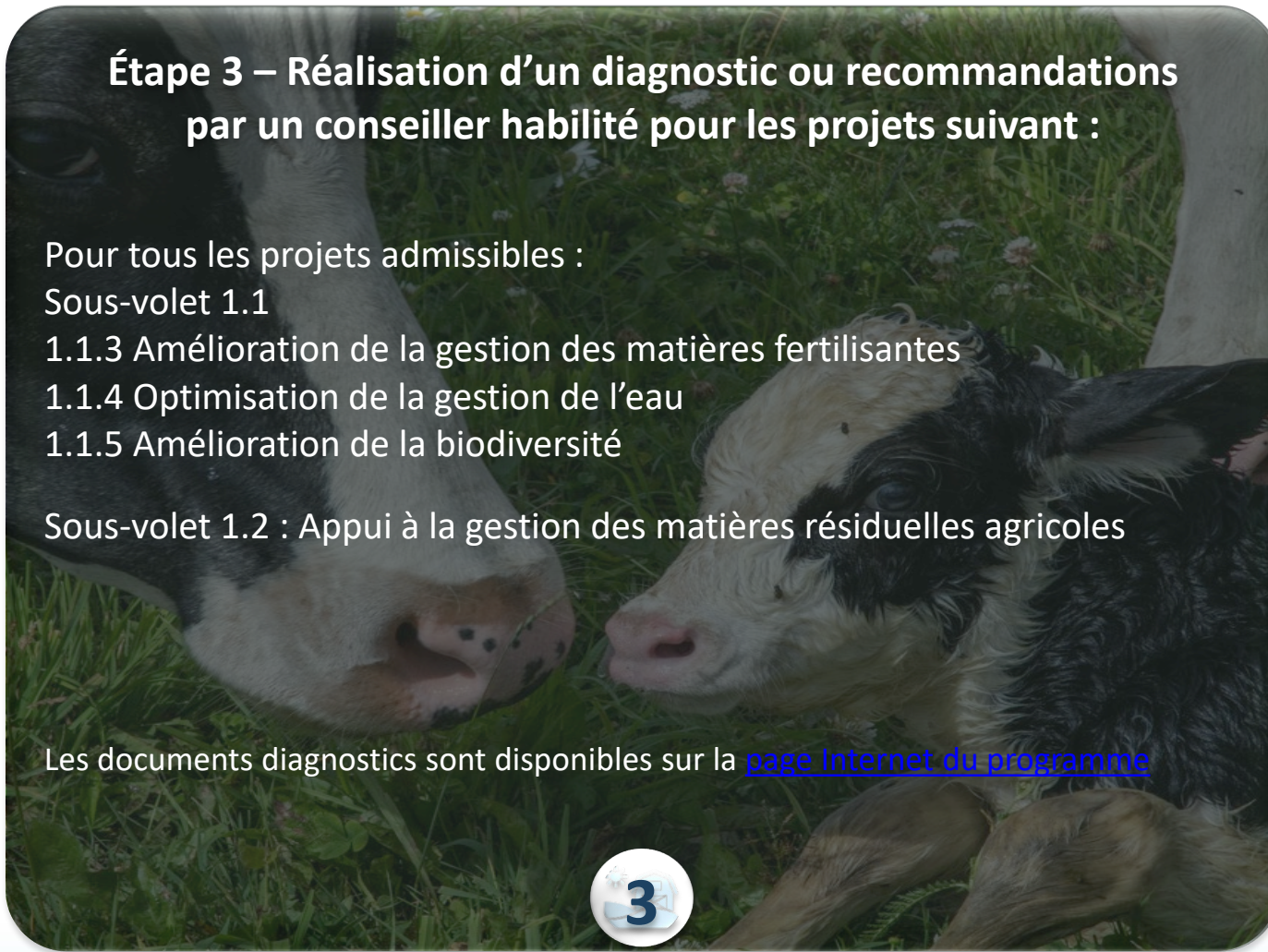
1.1.3 Amélioration de la gestion des matières fertilisantes

1.1.4 Optimisation de la gestion de l'eau

1.1.5 Amélioration de la biodiversité

Sous-volet 1.2 : Appui à la gestion des matières résiduelles agricoles

Les documents diagnostics sont disponibles sur la [page Internet du programme](#)

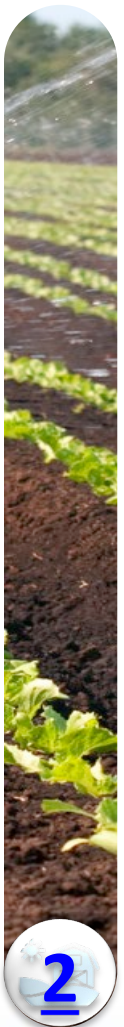






## Volet 1

### Démarche du demandeur



#### Étape 4 – Discuter avec votre conseiller des recommandations et planifier l'élaboration du projet incluant tous les documents exigés pour les projets suivants :

Pour tous les projets admissibles :

Sous-volet 1.1

1.1.3 Amélioration de la gestion des matières fertilisantes

1.1.4 Optimisation de la gestion de l'eau

1.1.5 Amélioration de la biodiversité

Sous-volet 1.2 : Appui à la gestion des matières résiduelles agricoles

Sous-volet 1.3 : Appui à la réalisation d'essais d'implantation de pratiques agroenvironnementales à la ferme

Pour chacun des projets visés, vous devez aller dans les exigences d'admissibilités pour :

1. Obtenir la liste des documents à annexer à votre demande
2. Obtenir toutes les conditions afin d'élaborer un projet conforme aux exigences







## Volet 1 Démarche du demandeur



1



2



3



4

**Étape 5 – Faire les demandes requises pour la conformité du projet, ex : permis, autorisation...**

Pour obtenir une aide financière, le demandeur doit se conformer à toute loi ou tout règlement applicable au projet visé par la demande.

Si le projet requiert un permis, une autorisation ou autres conditions afin d'être conforme à toute loi ou tout règlement, les preuves doivent être déposées avec la demande d'aide financière.

5



6

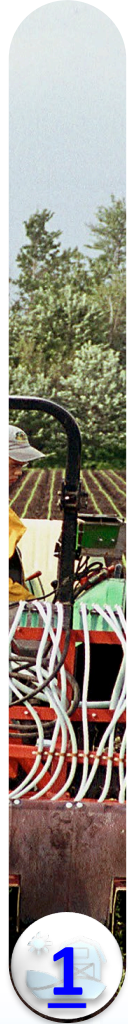


7

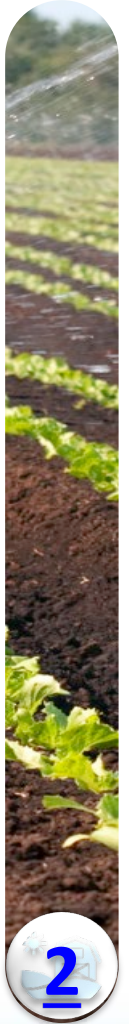


8





1



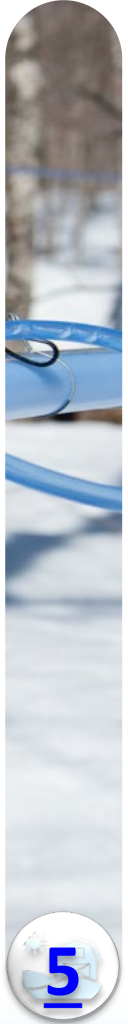
2



3



4

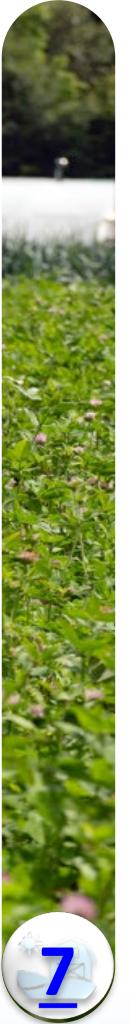


5

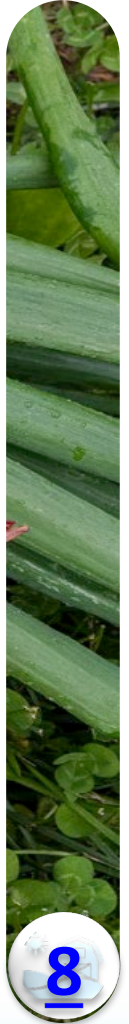
### Étape 6 – Élaboration et dépôt de la demande d'aide financière et des documents exigés pour chaque type de projet visé par la demande

- ☐ Dépôt du formulaire de demande d'aide financière signé
- ☐ Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix, si applicable
- ☐ Dépôt des documents diagnostic et description détaillée du projet, si applicable
- ☐ Dépôt de tous les documents et des annexes demandés selon le ou les projets visés par la demande. Ex.: preuves pour les bonifications (relève, bio...), les plans et devis, plans de localisation, plans de conception, permis, autorisation, bail de location...

6



7



8

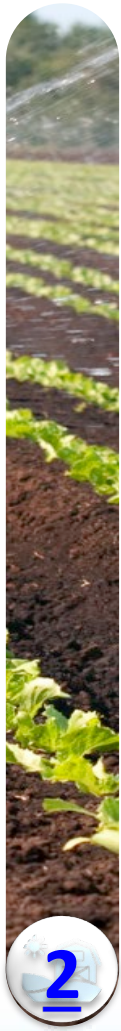




## Volet 1 Démarche du demandeur



1



2



3



4



5



6

### Étape 7 – Réalisation du projet

1. Transmission par le ministère d'une lettre d'acceptation ou de refus de la demande d'aide financière
2. Si le financement est accepté signature de la convention d'aide financière établie par le Ministre
3. Planification du projet d'aménagement avec le conseiller, si applicable
4. Achat ou modification d'un équipement, si applicable
5. Installation ou réalisation des travaux, si applicable

7



8





## Volet 1 Démarche du demandeur



1



2



3



4



5



6



7

### Étape 8 – Dépôt des livrables applicables pour le ou les projets visés par la demande avant le ou les versements de l'aide financière

- ☐ Dépôt du formulaire de réclamation
- ☐ Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- ☐ Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié
- ☐ Dépôt d'une attestation de conformité signée par un conseiller
- ☐ Dépôt du constat du conseiller au dossier
- ☐ Dépôt de tous autres documents spécifiques exigés dans la section livrable de chaque type de projet réalisé

Pour chacun des projets visés, vous devez aller dans la section « Livrables » afin d'identifier toutes les exigences et les documents requis pour déclencher le versement de l'aide financière.

8



## Volet 1

### Cumul des aides financières publiques



Le calcul du cumul des aides financières directes ou indirectes reçues des ministères, des organismes et des sociétés d'État des gouvernements du Québec et du Canada, incluant les crédits d'impôt ainsi que des **entités municipales** qui ne sont pas directement bénéficiaires du Programme, ne doit pas dépasser 80 % des dépenses admissibles du projet ou 90 % des dépenses admissibles pour les projets faisant l'objet d'une bonification.

Aucune aide financière provenant d'un autre programme du **Ministère** ne peut être octroyée en sus de l'aide financière octroyée dans le cadre de ce Programme pour les mêmes dépenses admissibles.

L'actif visé au paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 89 de la *Loi instituant le gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04) n'est pas considéré dans la règle de cumul de la présente norme.

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul, toutes les formes d'aide financière accordées par un organisme public doivent être calculées à 100 % de leur valeur, qu'elles soient remboursables ou non.

Également, lorsque le taux de cumul des aides financières publiques est inférieur à 100 % des dépenses admissibles, un apport minimal du bénéficiaire est ainsi exigé afin de s'assurer que les aides gouvernementales ne financent pas la totalité des dépenses admissibles du projet.

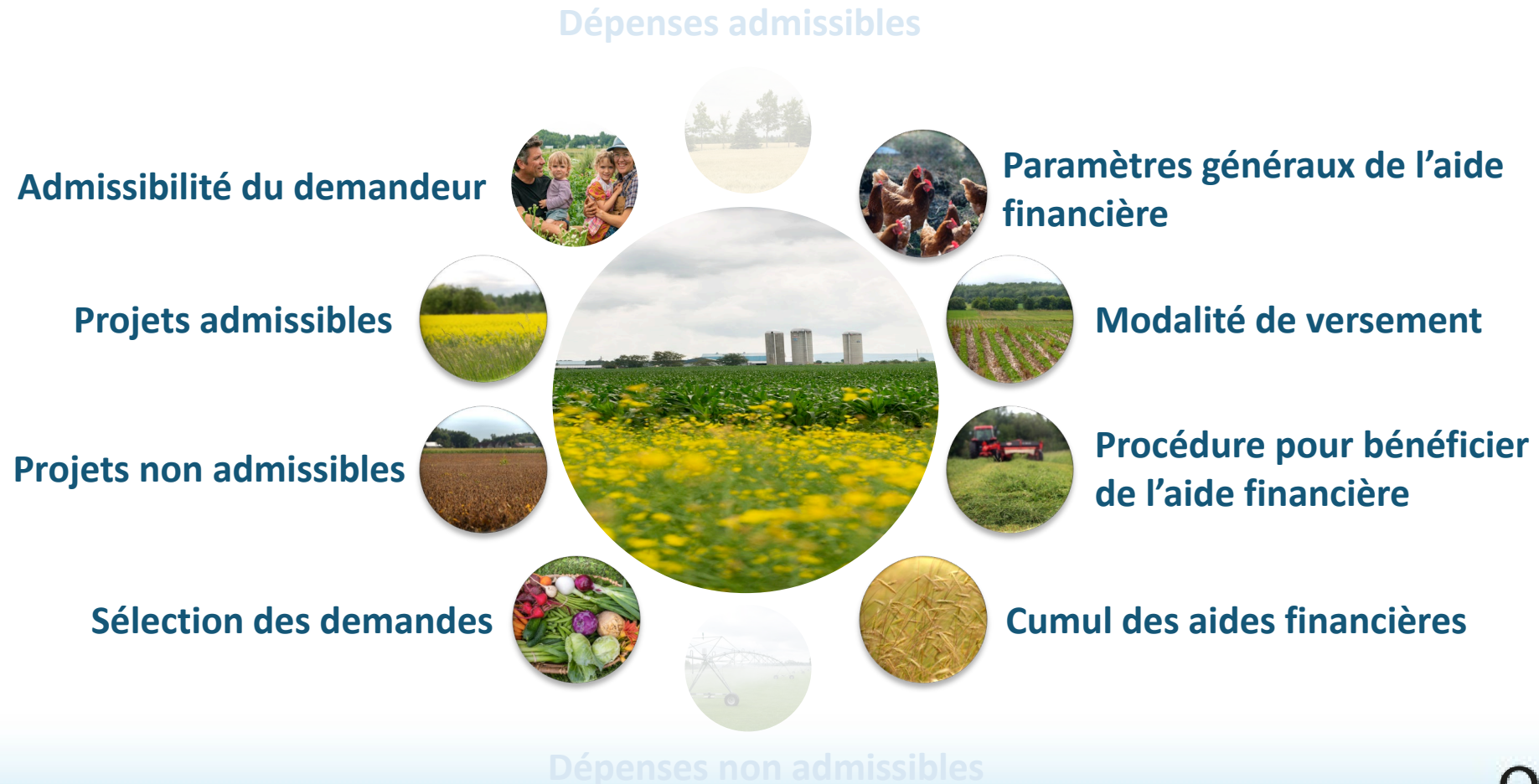
Par ailleurs, les aides financières provenant de la Banque de développement du Canada (BDC), de Financement agricole Canada (FAC) et de la Financière agricole du Québec (FADQ) sont à considérer comme des contributions privées si elles n'offrent aucun avantage conféré, c'est-à-dire qu'elles sont convenues aux conditions du marché.

Le **demandeur** doit déclarer, à l'occasion de chaque réclamation de paiement, la totalité de l'aide financière provenant des entités mentionnées. Si une telle aide financière lui est versée après celle qui lui a été accordée en vertu du présent Programme et que le cumul des aides publiques dépasse le taux de cumul limite du Programme, le **demandeur** est tenu de le déclarer au **Ministre** ou à son représentant. De plus, il est tenu de rembourser au **Ministre** une somme équivalente à l'excédent du taux de cumul maximal jusqu'à concurrence du montant de l'aide obtenue en vertu du présent Programme, et ce, dans le délai imposé dans un avis transmis à cet effet par le **Ministre**.



## Sous-volet 1.1 - Appui à la réalisation du PAD

Améliorer la gestion des ressources et de la biodiversité par la mise en place de pratiques agroenvironnementales associées aux enjeux découlant des objectifs du PAD





### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs admissibles

- une *exploitation agricole*
- une **CUMA** dont la branche d'activité concernée par le projet compte au moins trois (3) exploitations agricoles.

#### Demandeurs non admissibles

- inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et leurs sous-traitants. Ce registre est disponible à l'adresse suivante : <https://amp.quebec/rena/>
- au cours des deux (2) années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3)
- sous le coup d'une ordonnance du **Ministre** ou d'un juge, prise en vertu de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, chapitre B-3.1)

### Projets admissibles

- être réalisé sur le territoire québécois
- avoir une durée maximale de deux (2) années entre l'octroi de l'offre d'aide financière et le dépôt des pièces justificatives
- déposer une demande d'aide financière qui représente minimalement 500 \$ par objectif du PAD visé par le projet

**Viser une ou plusieurs pratiques admissibles en lien avec au moins un des objectifs du PAD et répondre à leurs exigences spécifiques.**

Les pratiques admissibles par objectif du PAD sont :



1.1.1 Objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement



1.1.2 Objectif d'amélioration de la santé et la conservation des sols



1.1.3 Objectif d'amélioration de la gestion des matières fertilisantes



1.1.4 Objectif d'optimisation de la gestion de l'eau



1.1.5 Objectif d'amélioration de la biodiversité





### Projets non admissibles

Les projets liés à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs, ainsi que les produits non homologués par Santé Canada.



### Dépenses non admissibles générales

- les dépenses qui ne sont pas directement liées au projet
- les honoraires professionnels relatifs à la préparation du formulaire de demande d'aide financière et à la réalisation du document diagnostic (à l'exception des honoraires professionnels liés aux plans et devis et aux plans de conception)
- la main-d'œuvre de l'**exploitation agricole**
- les dépassements de coût aux fins d'une aide financière supplémentaire
- les dépenses antérieures à la date de dépôt de la **demande d'aide financière complète (à l'exception des honoraires professionnels liés aux plans et devis et aux plans de conception qui sont remboursables seulement si la demande est acceptée)**
- les dépenses d'honoraires professionnels admissibles au Programme services-conseils 2023-2028;
- les coûts liés à l'obtention de permis, de licences, d'autorisations ou d'études exigés par les lois, les décrets ou les règlements en vigueur et s'appliquant au projet
- les dépenses financées par un contrat de vente à tempérament ou un crédit-bail
- les équipements dont le poids à la roue est supérieur à 3 500 kg
- les ajouts ou les modifications sur des équipements en location
- la calibration d'équipements
- l'entretien, la réparation ou le nettoyage d'ouvrages ou d'équipements
- le remplacement de pièces sur des équipements
- les dépenses effectuées auprès d'un sous-traitant du **demandeur** qui est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, a fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les coûts liés à l'achat d'un bâtiment ou à l'acquisition d'un terrain
- les coûts liés à l'achat d'un équipement autotracté
- le service de la dette, le remboursement des emprunts à venir, une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital
- les charges d'exploitation courantes, y compris l'entretien normal des bâtiments et des équipements
- la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ)





### Sélection des demandes

Les projets sont déposés en continu jusqu'au 15 février 2026 inclusivement ou jusqu'à l'épuisement des crédits budgétaires, selon la première éventualité. Toute **demande d'aide financière complète**, dont le **demandeur** et le projet sont admissibles, fera l'objet d'une analyse par des représentants du **Ministre**. Cette analyse est basée sur les critères suivants :

- la cohérence du projet par rapport à l'objectif du sous-volet
- la cohérence du projet avec la recommandation du conseiller, lorsque requis
- la faisabilité technique et financière du projet



### Paramètres généraux de l'aide financière

Paramètres d'aide financière	Par projet admissible
Nature de l'aide financière	Contribution non remboursable sous la forme de subvention
Type de contribution du demandeur	En espèces
Bonification du taux d'aide financière	15 % des dépenses admissibles pour les demandeurs admissibles répondant à l'un des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole</li><li>• détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande</li><li>• est une CUMA</li><li>• réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles de la Madeleine</li></ul>
Contribution minimale du demandeur	20 % des dépenses admissibles 10 % des dépenses admissibles pour les projets qui font l'objet d'une bonification





### Modalité de versement

Pour chaque **demande d'aide financière complète**, l'aide financière est versée à la suite du dépôt des livrables en un (1) versement pour les projets comportant une seule pratique admissible par objectif du PAD.

Pour les projets comprenant plus d'une pratique admissible par objectif du PAD, l'aide financière sera versée en un maximum de deux (2) versements par objectif du PAD à la suite du dépôt des livrables.

La nature des pièces justificatives et des livrables prédéterminés au Programme en lien avec le projet à fournir préalablement à chaque versement est précisée dans la convention d'aide financière établie par le Ministre et transmise suivant l'acceptation de la demande. Les pièces justificatives doivent être conformes aux règles comptables, compatibles avec le projet et les dépenses admissibles autorisées et respecter les termes de cette convention.

Le **demandeur** doit déclarer avant chaque versement la mise à jour du montage financier du projet, dont les sources d'aide publique considérées dans le cumul des aides publiques et citées dans la section « Cumul des aides financières publiques ».



### Cumul des aides financières publiques



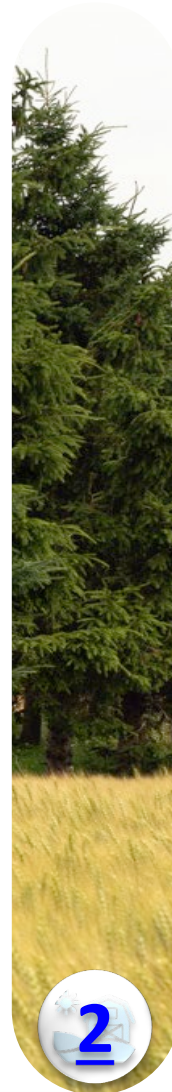
## Sous-volet 1.1

### Procédure pour bénéficier de l'aide financière

Une demande d'aide financière soumise par un *demandeur* pourra combiner plusieurs pratiques en lien avec plus d'un objectif du PAD.

Par la suite, le *Ministère* traitera les demandes d'aide financière par objectif du PAD séparément.

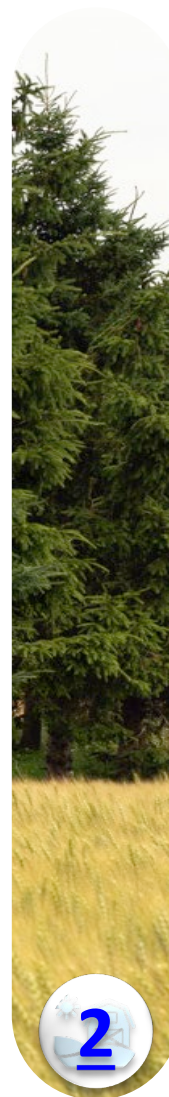
- Uniquement les demandes d'aide financière complète seront traitées par le Ministère. Ce qui signifie que tous les documents exigés pour chacune des pratiques visées doivent être déposés avec le formulaire de demande d'aide financière.
- Les points 1 à 5 indiquent les documents exigés lors du dépôt de la demande
- Le point 6 concerne les livrables à déposer après la réalisation du projet et avant le versement de l'aide financière





Lors du dépôt d'une demande, le Ministère enverra un accusé de réception. Dans le cas d'une demande d'aide financière complète par objectif du PAD dont le demandeur et le projet sont admissibles, le Ministère transmet une confirmation de recevabilité au demandeur. L'accusé de réception ou la confirmation de recevabilité n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation de la part du Ministère, notamment parce que le demandeur ou son projet doit respecter l'ensemble des critères et des conditions précisés dans le présent cadre normatif.

Pour chaque demande d'aide financière par objectif du PAD, le Ministre transmettra une lettre au demandeur pour l'informer de la décision de financer ou non le projet par la poste ou par courrier électronique. Si le projet est retenu, le demandeur devra signer la convention d'aide financière établie par le Ministre.





## Documents à déposer lors de la demande

- ☐ Le formulaire de demande d'aide financière remplie en français et signé
- ☐ Une prévision des coûts détaillés du projet et de son financement
- ☐ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution), qui consigne la décision de l'exploitation agricole ou de la CUMA autorisant le représentant du demandeur à compléter les documents liés à la demande d'aide financière, doit être fourni, le cas échéant.

1

2

3

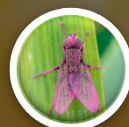
4

5

6



## Déposer les documents exigés dans « exigences d'admissibilités » pour chacune des pratiques visées dans la demande d'aide financière



1.1.1 Réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement



1.1.2 Amélioration de la santé et la conservation des sols



1.1.3 Amélioration de la gestion des matières fertilisantes



1.1.4 Optimisation de la gestion de l'eau



1.1.5 Amélioration de la biodiversité



1

2

4

5

6



Déposer les documents exigés si vous êtes un demandeur admissible à une bonification

Relève agricole

Producteur biologique

CUMA

1

2

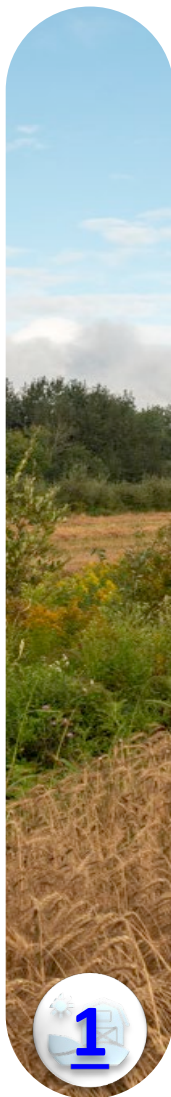
3

4

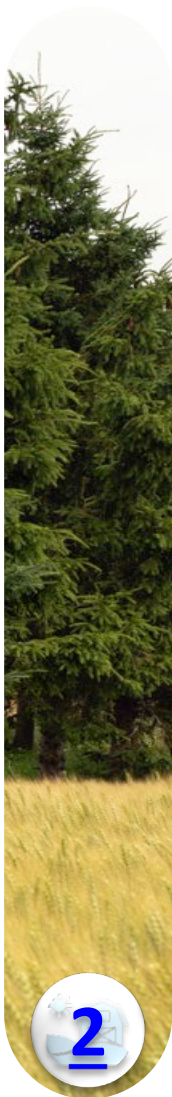
5

6

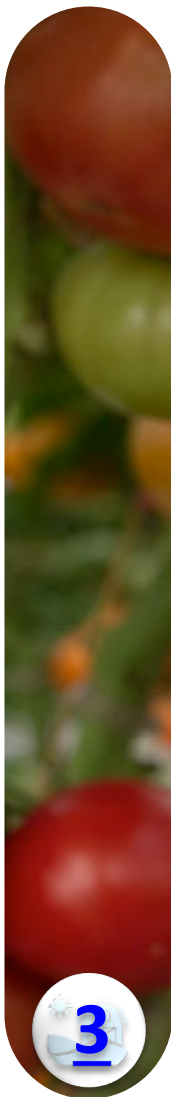




1



2



3

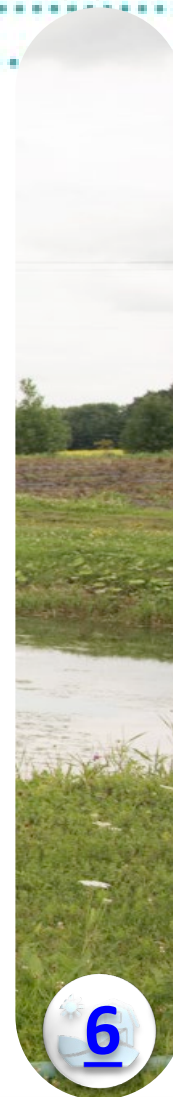


4

## Déposer les documents ci-dessous pour les pratiques visant une ou des immobilisations sur une terre ou un bâtiment en location

- Un bail ayant une durée minimale de cinq (5) ans à compter du dépôt de la demande d'aide financière soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans.
- Pour les demandeurs bénéficiant d'une aide financière de 15 000 \$ et plus sur des immobilisations, la preuve de la publication du bail au Registre foncier du Québec sera conditionnelle au premier versement de l'aide financière.

5



6





## À la suite de la réalisation du projet pour déclencher le versement de l'aide financière

Déposer les documents exigés dans les livrables pour chacune des pratiques visées dans la demande d'aide financière



1.1.1 Réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement



1.1.2 Amélioration de la santé et la conservation des sols



1.1.3 Amélioration de la gestion des matières fertilisantes



1.1.4 Optimisation de la gestion de l'eau



1.1.5 Amélioration de la biodiversité







## Sous-volet 1.1

### Bonification : Relève agricole



Pour les exploitations agricoles admissibles à une bonification associée à une relève agricole :

- Une preuve de formation reconnue par le Programme d'appui financier à la relève agricole de La Financière agricole du Québec et identifiée à l'annexe 1 du texte du Programme doit être fournie
- Les critères relatifs à l'âge et à la proportion de parts détenues par le **demandeur** doivent être respectés. Ils seront vérifiés à partir des informations contenues dans le dossier d'enregistrement d'**exploitation agricole** au **Ministère\***

\* Il est de la responsabilité du **demandeur** de s'assurer, avant le dépôt d'une demande d'aide financière, que ces informations sont conformes à sa situation actuelle. Dans un cas où elles ne sont pas conformes, des documents supplémentaires (preuve d'âge, preuve de possession de 20 % des parts) devront être transmis par le **demandeur** au **Ministère**.



## Sous-volet 1.1

### Bonification : Producteur biologique



Pour les exploitations agricoles admissibles à une bonification associée à la production biologique :

- Exploitations agricoles ayant une **précertification biologique**, fournir l'attestation pour la production concernée par le projet
- Exploitations agricoles ayant une **certification biologique**, le [Répertoire des produits biologiques certifiés du Québec](#) est utilisé\*





## Sous-volet 1.1

### Bonification : CUMA



Pour une **CUMA** :

- Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution), qui consigne la décision de l'**exploitation agricole** ou de la **CUMA** autorisant le représentant du **demandeur** à compléter les documents liés à la demande d'aide financière, doit être fourni, le cas échéant.
- Une copie du contrat d'engagement entre celle-ci et chacun des membres de la branche d'activité concernée doit être déposée avant le premier versement.

Ce **contrat d'engagement** doit stipuler, entre autres :

- le coût de l'équipement
- le montant d'aide financière prévu en vertu du Programme
- la quote-part des droits d'utilisation de chaque membre
- le montant résiduel à financer.

## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement



### Sous-volet 1.1 Exigences d'admissibilités



#### Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

#### Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Attester respecter le *Code de gestion des pesticides* (RLRQ, chapitre P-9.3, r. 1)

#### Implantation de filets anti-insectes

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Pour les cultures de vignes et de camerises uniquement : Dépôt de la recommandation d'un **conseiller** indiquant que l'utilisation de filets anti-insectes est recommandée contre un ou des insectes présents et pouvant causer des dommages économiques

#### Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones

- Bon de commande





### Sous-volet 1.1 Livrables



**Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique**  
**Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides**  
**Implantation de filets anti-insectes**

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié

### **Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones**

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande



### Sous-volet 1.1 Exigences d'admissibilités



#### Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Cultiver plus de vingt-cinq (25) ha en cultures annuelles selon la fiche d'enregistrement de l'exploitation agricole





### Sous-volet 1.1 Livrables

#### Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié



### Sous-volet 1.1 Exigences d'admissibilités



#### Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Cultiver plus de cinq (5) ha selon la fiche d'enregistrement de l'**exploitation agricole**
- Dépôt de la section Équipements du Diagnostic d'utilisation des matières fertilisantes (disponible sur la [page Internet du Programme](#))





### Sous-volet 1.1 Livrables

#### Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes

- Dépôt de la section Bilans du Diagnostic\* d'utilisation des matières fertilisantes (disponible sur la [page Internet du Programme](#)), réalisé par un conseiller, incluant le dépôt des données servant à l'élaboration de celui-ci
- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié



### Sous-volet 1.1 Exigences d'admissibilités

#### Implantation d'ouvrages hydroagricoles

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la [page Internet du Programme](#)) réalisés par un conseiller\*
- L'implantation doit être réalisée selon les fiches techniques identifiées par le Ministère
- Dépôt des plans et devis signés par un conseiller
- L'implantation doit être exécutée par un entrepreneur détenant la licence requise par la RBQ

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller\*
- L'implantation doit être réalisée selon les fiches techniques identifiées par le Ministère (disponibles sur page Internet du Programme)
- Dépôt des plans et devis signés par un conseiller
- Dépôt de l'autorisation de prélèvement d'eau valide du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après « MELCCFP ») conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2)
- L'implantation doit être exécutée par un entrepreneur détenant la licence requise par la RBQ





### Sous-volet 1.1 Exigences d'admissibilités

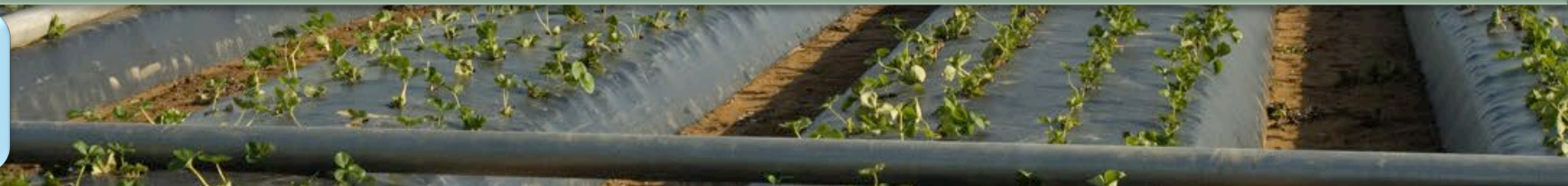


#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la [page Internet du Programme](#)) réalisés par un conseiller\*
- L'implantation doit être réalisée selon les fiches techniques identifiées par le Ministère (disponibles sur la page Internet du Programme)
- Être effectué par une **exploitation agricole** dont les superficies sont actuellement irriguées ou dont les superficies sont en cours d'implantation de l'irrigation
- Être effectué par une exploitation agricole produisant des cultures irriguées en plein champ



### Sous-volet 1.1 Livrables



#### Implantation d'ouvrages hydroagricoles Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

- Dépôt d'une attestation de conformité signé par un conseiller

#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

- Dépôt du constat du conseiller au dossier
- Pour les locations : le dépôt du contrat de location d'une durée résiduelle de trois (3) ans et plus à compter du dépôt de la demande d'aide financière signé par le locateur et le demandeur
- Dépôt des photos de l'équipement livré





### Sous-volet 1.1 Exigences d'admissibilités

#### Aménagement de haies agroforestières Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

- Dépôt des plans de conception réalisés par un conseiller et respectant les fiches techniques reconnues par le Ministère (disponibles sur la [page Internet du Programme](#))
- L'aménagement doit être réalisé sur une superficie inscrite à la fiche d'enregistrement du demandeur
- L'aménagement doit être réalisé sur une superficie cumulative minimale de 300 m<sup>2</sup> et maximale de 5 000 m<sup>2</sup>
- L'aménagement doit être réalisé sur une largeur ou un diamètre maximal de 10 mètres.



### Sous-volet 1.1 Livrables

#### Aménagement de haies agroforestières

#### Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral

#### Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

- Dépôt d'une attestation de conformité signée par un conseiller dans les 30 jours suivant la réalisation des travaux
- Dépôt du formulaire de réclamation pour les dépenses d'achat d'arbres et d'arbustes
- Dépôt des factures et des preuves de paiement pour les dépenses d'achat d'arbres et d'arbustes, sur demande



## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement



### Projets admissibles



Achat ou modification  
d'équipement de  
désherbage mécanique,  
manuel, électrique  
ou thermique



Achat ou modification  
d'équipement  
de réduction des risques  
liés aux pesticides



Implantation  
de filets anti-insectes



Utilisation d'agents de  
lutte biologique  
ou de phéromones



## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement

### Projets admissibles

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique



Exigences d'admissibilités et livrables



Dépenses admissibles



Dépenses non admissibles



Paramètres d'aide financière



### Exigences d'admissibilités et livrables

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique

#### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

#### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié

#### Note

Les projets visant la modification d'équipements :

- peuvent s'effectuer sur des équipements neufs ou usagés
- incluent l'ajout de pièces neuves
- incluent la main-d'œuvre liée à la modification d'équipements (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)

### Dépenses admissibles

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique

#### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Modifications sur un d'équipements de désherbage mécanique existant
- Achat d'équipements de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique



### Dépenses non admissibles

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Tout équipement dont la fonction primaire n'est pas le désherbage
- Nettoyeur à pression avec une option de désherbage thermique
- Équipements de désherbage mécanique manuel à batterie pour usage domestique
- Système de positionnement mondial (GPS) et de guidage RT
- Tout autre équipement qui ne se trouve pas dans les dépenses admissibles



#### Dépenses non admissibles générales

## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement

### Paramètres d'aide financière

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique

Jusqu'à 50% des dépenses admissibles

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour l'objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement pour la durée du Programme

**CUMA** : maximum de 120 000 \$ pour la durée du Programme et d'un maximum de 40 000 \$/branche d'activités

**Bonification de 15% (taux d'aide maximum de 65 %) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine





### Projets admissibles

Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**

### Exigences d'admissibilités et livrables

#### Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Attester respecter le *Code de gestion des pesticides* (RLRQ, chapitre P-9.3, r. 1)

##### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié

##### Note

##### Les projets visant la modification d'équipements :

- peuvent s'effectuer sur des équipements neufs ou usagés
- incluent l'ajout de pièces neuves
- incluent la main-d'œuvre liée à la modification d'équipements (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)



### Dépenses admissibles

#### Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides

##### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

- Modification ou acquisition de rampes destinées à l'injection de vinaigre contre les mauvaises herbes dans les cultures de la canneberge et du bleuet nain
- Système de levage de rampe pour un pulvérisateur dans la culture de la canneberge
- Équipement servant à l'application de l'appât-insecticide GF-120
- Rampe spécialisée pour la culture du sapin (rampes verticales, horizontales et en « V »)

##### Équipement de traitement en bande sur le rang :

- Installation sur une rampe d'un pulvérisateur
- Installation sur un sarcler, un semoir ou tout autre équipement de désherbage mécanique (buses et tuyauterie uniquement)
- Achat d'une rampe à jet porté permettant la pulvérisation sur le rang
- Achat d'une rampe spécialisée pour le traitement en bande

Les dépenses  
admissibles sont celles  
directement liées à la  
réalisation d'un projet

### Dépenses non admissibles

Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Tout équipement dont la fonction primaire n'est pas le désherbage

##### Pour les équipements de traitement en bande sur le rang

- Équipement pouvant également pulvériser en pleine largeur
- Équipement pour l'application d'engrais solide en bande
- Équipement de pulvérisation en bande pour les vergers et les cultures de pommes de terre



#### Dépenses non admissibles générales



### Paramètres d'aide financière

#### Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides

##### Jusqu'à 50% des dépenses admissibles

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour l'objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement pour la durée du Programme

**CUMA** : maximum de 120 000 \$ pour la durée du Programme et d'un maximum de 40 000 \$/branche d'activités

Bonification de 15% (taux d'aide maximum de 65 %) pour :

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine



## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement

### Projets admissibles

Implantation de filets anti-insectes



 Exigences d'admissibilités et livrables

 Dépenses admissibles

 Dépenses non admissibles

 Paramètres d'aide financière



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### Implantation de filets anti-insectes

#### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Pour les cultures de vignes et de camerises uniquement : Dépôt de la recommandation d'un **conseiller** indiquant que l'utilisation de filets anti-insectes est recommandée contre un ou des insectes présents et pouvant causer des dommages économiques

#### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié

### Dépenses admissibles

#### Implantation de filets anti-insectes

#### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Filets anti-insectes
- Main-d'œuvre spécialisée permettant d'assurer l'étanchéité de la structure pour l'installation sur une serre ou un grand tunnel
- Coutures en fermeture éclair permettant de relier les filets entre eux
- Arceaux
- Structure pour supporter des filets pour les vergers et les petits fruits ainsi que la main-d'œuvre spécialisée pour l'installation
- Fixations spécialisées pour permettre l'étanchéité des filets pour les vergers et les petits fruits



### Dépenses non admissibles

Implantation de filets anti-insectes

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Couverture flottante
- Frais d'installation en champ
- Sacs de sable, attaches et fixations
- Filets pour le maïs sucré
- Tout autre équipement qui ne se trouve pas dans les dépenses admissibles



#### Dépenses non admissibles générales

## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement

### Paramètres d'aide financière

#### Implantation de filets anti-insectes

Jusqu'à 50% des dépenses admissibles

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour l'objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement pour la durée du Programme

**Bonification de 15% (taux d'aide maximum de 65 %) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole;
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande;
- est une CUMA;
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine.





## 1.1.1 objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement

### Projets admissibles

Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones



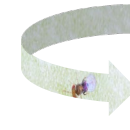
**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**

### Exigences d'admissibilités et livrables

Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones

#### Exigences d'admissibilité

- Bon de commande

#### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande



### Dépenses admissibles

Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

#### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Mouches stériles de l'oignon
- Diffuseurs de phéromones et de pièges Delta utilisés pour la confusion sexuelle contre le carpocapse de la pomme ou la sésie du cornouiller dans la production de pommes
- Trichogrammes pour la lutte contre la pyrale du maïs dans la culture de maïs sucré frais et de transformation

### Dépenses non admissibles



Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Les honoraires professionnels
- Tout autre agent de lutte biologique qui ne se trouve pas dans les dépenses admissibles



#### Dépenses non admissibles générales

### Paramètres d'aide financière

Utilisation d'agent de lutte biologique ou de phéromones

**Jusqu'à 70% des dépenses admissibles**

**Exploitations agricoles :** maximum de 40 000 \$ pour l'objectif de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour la santé et l'environnement pour la durée du Programme

**Bonification de 15% (taux d'aide maximum de 85 %) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine





## 1.1.2 Objectif d'amélioration de la santé et la conservation des sols

### Projets admissibles

Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**

### Exigences d'admissibilités et livrables

Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture

#### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Cultiver plus de vingt-cinq (25) ha en cultures annuelles selon la fiche d'enregistrement de l'exploitation agricole

#### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié

#### Note

Les projets visant la modification d'équipements :

- peuvent s'effectuer sur des équipements neufs ou usagés
- incluent l'ajout de pièces neuves
- incluent la main-d'œuvre liée à la modification d'équipements (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)

### Dépenses admissibles

Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture

#### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- Les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Modification d'équipements afin de permettre le semis et d'enfouir simultanément des semences de cultures de couverture intercalaires ou à la dérobée
- Semoir spécialisé pour les cultures de couverture intercalaire permettant de semer et d'enfouir simultanément les semences de cultures de couverture



### Dépenses non admissibles

Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Distributeur et épandeur d'engrais
- Équipement complet de préparation de sols ou de désherbage mécanique
- Pièces et équipements usagés ou de fabrication artisanale
- Semoir spécialisé dans le semis de cultures principales
- Tout autre équipement qui ne se trouve pas dans les dépenses admissibles



#### Dépenses non admissibles générales

### Paramètres d'aide financière

Achat ou modification d'équipement permettant simultanément le semis et l'incorporation de la semence de cultures de couverture

**Jusqu'à 50% des dépenses admissibles**

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour la durée du Programme

**CUMA** : maximum de 120 000 \$ pour la durée du Programme et d'un maximum de 40 000 \$/branche d'activités

**Bonification de 15% (taux d'aide maximum de 65 %) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande;
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine



Paramètres généraux de l'aide financière

## 1.1.3 Objectif d'amélioration de la gestion des matières fertilisantes

### Projets admissibles

Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix
- Cultiver plus de cinq (5) ha selon la fiche d'enregistrement de l'**exploitation agricole**
- Dépôt de la section Équipements du Diagnostic\* d'utilisation des matières fertilisantes (disponible sur la page Internet du Programme)

##### Livrables

- Dépôt de la section Bilans du Diagnostic\* d'utilisation des matières fertilisantes (disponible sur la page Internet du Programme), réalisé par un conseiller, incluant le dépôt des données servant à l'élaboration de celui-ci
- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt des photos de l'équipement livré ou modifié

##### Note

Les projets visant la modification d'équipements :

- peuvent s'effectuer sur des équipements neufs ou usagés
- incluent l'ajout de pièces neuves
- incluent la main-d'œuvre liée à la modification d'équipements (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)

### Dépenses admissibles

Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes

#### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Épandeur incluant les pièces nécessaires à l'incorporation immédiate
- Modification d'équipements qui permet d'améliorer la précision de l'épandage des matières fertilisantes
- Système mécanique ou électronique de contrôle du débit permettant l'application uniforme

### Dépenses non admissibles

Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Épandeur à la volée non lié à un GPS
- Épandeur ou équipement uniquement destiné à l'épandage de chaux, d'engrais foliaires et de paillis
- Épandeur ou équipement de fabrication artisanale
- Pièces usagées ou de fabrication artisanale
- Barre d'outils
- L'achat ou la modification de citerne d'épandage
- Système d'irrigation avec rampe pour l'épandage du lisier
- Tout autre équipement qui ne se trouve pas dans les dépenses admissibles



#### Dépenses non admissibles générales



### Paramètres d'aide financière

Achat ou modification d'équipement améliorant la précision de l'épandage des matières fertilisantes

**Jusqu'à 50% des dépenses admissibles**

**Exploitations agricoles :** maximum de 40 000 \$ pour la durée du Programme

**CUMA :** maximum de 120 000 \$ pour la durée du Programme et d'un maximum de 40 000 \$/branche d'activités

**Bonification de 15% (taux d'aide maximum de 65 %) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine





### Projets admissibles





### Projets admissibles

### Implantation d'ouvrages hydroagricoles



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### Implantation d'ouvrages hydroagricoles

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller\*
- L'implantation doit être réalisée selon les fiches techniques identifiées par le Ministère (disponibles sur la page Internet du Programme)
- Dépôt des plans et devis signés par un conseiller
- L'implantation doit être exécutée par un entrepreneur détenant la licence requise par la RBQ

##### Livrables

- Dépôt d'une attestation de conformité signé par un conseiller (disponibles sur la page Internet du Programme)

### Dépenses admissibles

#### Implantation d'ouvrages hydroagricoles

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

##### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

- Plans, devis et honoraires professionnels associés
- Frais de machinerie lourde pour des travaux réalisés par un entrepreneur détenant la licence requise par la RBQ
- Achat ou location de matériel ou d'équipements
- Achat de matériaux pour les infrastructures

### Dépenses non admissibles

#### Implantation d'ouvrages hydroagricoles

##### Dépenses non admissibles spécifiques

- Matériaux usagés
- Drainage souterrain
- Relevés et travaux de nivellement
- Dimensionnement, installation, remplacement ou stabilisation de ponceaux en cours d'eau incluant le temps de machinerie lourde
- Travaux d'aménagement d'un cours d'eau ou de stabilisation mécanique (totale ou partielle) de sites d'érosion dans le talus, sur la rive ou dans le lit d'un cours d'eau ne visant pas à contrôler l'érosion provoquée par l'eau en provenance du champ.
- Frais d'utilisation de la machinerie de l'exploitation agricole



##### Dépenses non admissibles générales



### Paramètres d'aide financière

#### Implantation d'ouvrages hydroagricoles

Jusqu'à 70% des dépenses admissibles (montants forfaitaires)

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour l'objectif d'optimisation de la gestion de l'eau pour la durée du Programme

**Bonification de 15% pour un taux d'aide maximum de 85 % (montants forfaitaires) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine



## 1.1.4 Objectif d'optimisation de la gestion de l'eau

### Paramètres d'aide financière

### Implantation d'ouvrages hydroagricoles

Ouvrages	Montant forfaitaire*	Montant forfaitaire bonifié*
Protection enrochée	40 \$ /m <sup>2</sup>	48,50 \$ /m <sup>2</sup>
Protection engazonnée	5,50 \$ /m <sup>2</sup>	6,70 \$ /m <sup>2</sup>
Fossé avaloir avec drains + sortie d'une longueur de 30 m avec déversoir enroché	4 po = 1 300 \$ 6 po = 1 450 \$ 8 po = 1 800 \$ 10 po = 2 200 \$ 12 po = 2 900 \$	4 po = 1 580 \$ 6 po = 1 760 \$ 8 po = 2 185 \$ 10 po = 2 670 \$ 12 po = 2 520 \$
Montant par unité		
Ouvrages de rétention d'eau et de sédimentation	4,50 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée	5,46 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée
	+ coûts du fossé avaloir et de la protection enrochée supplémentaire	
Chambre de contrôle de drainage	6 po = 2 250 \$ 8 po = 2 500 \$ 10 po = 3 100 \$ 12 po = 3 300 \$	6 po = 2 730 \$ 8 po = 3 035 \$ 10 po = 3 765 \$ 12 po = 4 000 \$
Montant par unité		
Frais d'honoraires pour l'attestation de conformité	560 \$	680 \$

## 1.1.4 Objectif d'optimisation de la gestion de l'eau

### Projets admissibles

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

- Exigences d'admissibilité**
- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller\*
  - L'implantation doit être réalisée selon les fiches techniques identifiées par le Ministère (disponible sur la page Internet du programme)
  - Dépôt des plans et devis signés par un conseiller
  - Dépôt de l'autorisation de prélèvement d'eau valide du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après « MELCCFP ») conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2)
  - L'implantation doit être exécutée par un entrepreneur détenant la licence requise par la RBQ
- Livrables**
- Dépôt d'une attestation de conformité signé par un conseiller (disponible sur la page Internet du programme)

### Dépenses admissibles

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

##### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

- Plans, devis et honoraires professionnels associés
- Frais de machinerie lourde pour des travaux réalisés par un entrepreneur détenant la licence requise par la RBQ
- Achat ou location de matériel ou d'équipements
- Achat de matériaux pour les infrastructures

### Dépenses non admissibles

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Aménagement visant l'irrigation des grandes cultures et des prairies
- Équipements d'irrigation de base (pompes, filtres, conduites, connecteurs, asperseurs, goutte à goutte, etc.)



#### Dépenses non admissibles générales



### Paramètres d'aide financière

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

Jusqu'à 70% des dépenses admissibles (montants forfaitaires)

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour l'objectif d'optimisation de la gestion de l'eau pour la durée du Programme

**Bonification de 15% pour un taux d'aide maximum de 85 % (montants forfaitaires) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole;
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande;
- est une CUMA;
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine.



## 1.1.4 Objectif d'optimisation de la gestion de l'eau

### Paramètres d'aide financière

#### Implantation d'ouvrages d'approvisionnement et de stockage d'eau

Ouvrages	Montant forfaitaire*	Montant forfaitaire bonifié*
Aménagement ou agrandissement d'étangs (sans géomembrane étanche)	4,50 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée	5,46 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée
Aménagement ou agrandissement d'étangs (avec géomembrane étanche)	7,00 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée	8,50 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée
Aménagement pour l'entreposage des eaux pluviales en réservoir étanche	400 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée	485 \$ /m <sup>3</sup> d'eau stockée
Frais d'honoraires pour l'attestation de conformité	560 \$	680 \$

### Projets admissibles

Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller\*
- L'implantation doit être réalisée selon les fiches techniques identifiées par le Ministère (disponibles sur la page Internet du Programme)
- Être effectué par une **exploitation agricole** dont les superficies sont actuellement irriguées ou dont les superficies sont en cours d'implantation de l'irrigation
- Être effectué par une exploitation agricole produisant des cultures irriguées en plein champ

##### Livrables

- Dépôt du constat du conseiller au dossier (disponibles sur la page Internet du Programme)
- Pour les locations : le dépôt du contrat de location d'une durée résiduelle de trois (3) ans et plus à compter du dépôt de la demande d'aide financière signé par le locateur et le demandeur
- Dépôt des photos de l'équipement livré

\*Cette dépense peut être financée dans le cadre du Programme services-conseils 2023-2028.

### Dépenses admissibles

#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

##### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

- Achat de matériel ou d'équipements neufs
- Frais de location d'un équipement jusqu'à concurrence d'un (1) an du contrat de location

### Dépenses non admissibles

#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Les équipements visant l'irrigation des grandes cultures, des prairies, des cultures en serre et sous-abris ainsi que les superficies associées
- Les équipements d'irrigation de base (pompes, filtres, conduites, connecteurs, asperseurs, goutte à goutte, etc.)
- Les systèmes d'aérateurs d'étangs alimentés à l'énergie éolienne sans accumulation d'électricité dans une batterie
- Les aérateurs de type étang municipal
- Les dépenses en lien avec le matériel et les équipements appartenant déjà à l'entreprise
- Les sondes de température ou d'humidité seules (non incluses dans l'achat d'une station météo)



#### Dépenses non admissibles générales



### Paramètres d'aide financière

#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

Jusqu'à 70% des dépenses admissibles (montants forfaitaires)

**Exploitations agricoles :** maximum de 40 000 \$ pour l'objectif d'optimisation de la gestion de l'eau pour la durée du Programme

**Bonification de 15% pour un taux d'aide maximum de 85 % (montants forfaitaires) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine



## 1.1.4 Objectif d'optimisation de la gestion de l'eau

### Paramètres d'aide financière

#### Achat ou location d'équipement de gestion de l'eau d'irrigation

Équipements	Montant forfaitaire* Par unité	Montant forfaitaire bonifié* Par unité
Équipements d'aération d'étangs (alimentés à l'électricité)	1 200 \$	1 450 \$
Équipements d'aération d'étangs (alimentés avec panneaux solaires)	3 000 \$	3 655 \$
Équipements de mesure des volumes d'eau (compteurs d'eau)	2 300 \$	2 800 \$
Équipements de régie d'irrigation sans fil (contrôleur avec 1 tensiomètre)	1 000 \$	1 200 \$
Équipements de régie d'irrigation de base (lecture directe ou sur fil)	140 \$	170 \$
Station météo pour établir un bilan hydrique	350 \$	425 \$
Analyses de sol (granulométriques) ou d'eau irrigation (physico-chimique ou bactériologique)	45 \$	54,40 \$



## 1.1.5 Objectif d'amélioration de la biodiversité

### Projets admissibles

Aménagement de haies agroforestières

Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral

Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité





## 1.1.5 Objectif d'amélioration de la biodiversité

### Projets admissibles

Aménagement de haies agroforestières

Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral

Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**

### Exigences d'admissibilités et livrables

Aménagement de haies agroforestières

Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral

Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

#### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des plans de conception réalisés par un conseiller et respectant les fiches techniques reconnues par le Ministère (disponibles sur la page Internet du Programme)
- L'aménagement doit être réalisé sur une superficie inscrite à la fiche d'enregistrement du demandeur
- L'aménagement doit être réalisé sur une superficie cumulative minimale de 300 m<sup>2</sup> et maximale de 5 000 m<sup>2</sup>
- L'aménagement doit être réalisé sur une largeur ou un diamètre maximal de 10 mètres.

#### Livrables

- Dépôt d'une attestation de conformité signée par un conseiller dans les trente (30) jours suivant la réalisation des travaux
- Dépôt du formulaire de réclamation pour les dépenses d'achat d'arbres et d'arbustes
- Dépôt des factures et des preuves de paiement pour les dépenses d'achat d'arbres et d'arbustes, sur demande



### Dépenses admissibles

Aménagement de haies agroforestières  
Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral  
Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

**Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet**

#### Dépenses admissibles générales

- L'achat de pièces et d'équipements neufs
- La main-d'œuvre liée à la modification d'équipements existants (admissible seulement lors de l'achat de pièces neuves)
- Les honoraires professionnels
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Plans de conception et attestation de conformité
- Main-d'œuvre
- Honoraires professionnels
- Location d'équipements et achat de matériaux neufs
- Intrants
- Frais de machinerie de l'entreprise
- Achat d'arbres, d'arbustes, de plantes herbacées pérennes, de semences de fleurs indigènes commerciales



### Dépenses non admissibles

Aménagement de haies agroforestières  
Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral  
Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

### Dépenses non admissibles spécifiques

- Travaux d'amélioration foncière
- Dépenses relatives à la mise en place de protection contre les animaux d'élevage
- Les végétaux qui ne sont pas achetés chez une entreprise spécialisée ou qui en fait la distribution



### Dépenses non admissibles générales



### Paramètres d'aide financière

Aménagement de haies agroforestières  
Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral  
Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

Jusqu'à 70% des dépenses admissibles (montants forfaitaires sauf pour l'achat d'arbres et d'arbustes)

**Achat d'arbres et d'arbustes jusqu'à 70 % des dépenses admissibles pour un maximum de 12 \$ /unité**

**Exploitations agricoles** : maximum de 40 000 \$ pour l'objectif d'amélioration de la biodiversité pour la durée du Programme

**Bonification de 15% pour un taux d'aide maximum de 85 % (montants forfaitaires) pour :**

- un ou des propriétaires de l'exploitation agricole sont de la relève agricole
- détient une précertification biologique ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande
- est une CUMA
- réalise un projet qui fait l'objet d'une demande d'aide financière aux Îles-de-la-Madeleine



Paramètres généraux de l'aide financière



## 1.1.5 Objectif d'amélioration de la biodiversité

### Paramètres d'aide financière

Aménagement de haies agroforestières  
Aménagement de bandes riveraines élargies et de bandes végétalisées en littoral  
Aménagement et amélioration d'habitats favorables à la biodiversité

#### Achat d'arbres et d'arbustes jusqu'à 70 % des dépenses admissibles pour un maximum de 12 \$ /unité

Matériaux, travaux et honoraires	Montant forfaitaire*	Montant forfaitaire bonifié*
Plantes herbacées pérennes en contenant multicellules	1,40 \$ /unité	1,70 \$ /unité
Vivaces herbacées indigènes pérennes en pot de 2 l (½ gallon) ou de taille supérieure	5,25 \$ /unité	6,38 \$ /unité
Semences pour aménagement fleuri vivace	210 \$ /kg	255 \$ /kg
Protection contre les cervidés	5,25 \$ /unité	6,38 \$ /unité
Protection contre les rongeurs	0,81 \$ /unité	0,98 \$ /unité
Travaux d'implantation	1,75 \$ /m <sup>2</sup>	2,13 \$ /m <sup>2</sup>
Frais d'honoraires pour la conception	560 \$	680 \$
Frais d'honoraires pour l'attestation de conformité	560 \$	680 \$



Accroître l'adoption par les exploitations agricoles et les agrotransformateurs des systèmes de gestion des matières résiduelles générées par les activités agricoles et d'agrotransformation





### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs admissibles

- Une **exploitation agricole**
- Un **agrotransformateur** ⓘ

#### Demandeurs non admissibles

- les **demandeurs** inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et leurs sous-traitants. Ce registre est disponible à l'adresse suivante :  
<https://amp.quebec/rena/>
- les **demandeurs** qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les **demandeurs** qui sont placés sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3)
- les **demandeurs** qui sont sous le coup d'une ordonnance du **Ministre** ou d'un juge, prise en vertu de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, chapitre B-3.1)



### Projets admissibles

- être réalisé sur le territoire québécois
- avoir une durée maximale de deux (2) ans entre l'octroi de l'offre d'aide financière et le dépôt des pièces justificatives
- déposer les documents Diagnostic et Description détaillée du projet correspondant à la matière résiduelle visée (disponibles sur la page Internet du Programme), incluant les recommandations professionnelles d'un ingénieur ou d'un conseiller
- déposer une demande d'aide financière qui représente minimalement 500 \$

Pour les projets comprenant des infrastructures, de l'entreposage étanche ou des systèmes de traitement : des plans et devis signés et scellés par un ingénieur sont exigés.

Pour les projets comprenant des aménagements et des équipements : un plan de localisation et un devis d'opération signés par un conseiller sont exigés.

Pour les pratiques visant une immobilisation sur une terre ou un bâtiment en location, le demandeur doit posséder un bail de location pour le lot visé par celles-ci. Le bail doit être d'une durée minimale de cinq (5) ans à compter du dépôt de la demande d'aide financière, soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans. Pour les demandeurs bénéficiant d'une aide financière de 15 000 \$ et plus sur des immobilisations, la publication du bail au Registre foncier du Québec sera conditionnelle au premier versement de l'aide financière.

Pour les projets liés à la production acéricole situés sur une terre publique, le demandeur doit fournir un bail délivré par l'entité gouvernementale ou l'entité municipale concernée. Ce bail est accepté sans égard à sa durée.



### Projets admissibles

Viser un ou plusieurs types de projets admissibles en lien avec l'implantation de mesures de réduction à la source et l'amélioration de la **performance environnementale** de l'**exploitation agricole** ou de l'agrotransformateur pour les matières résiduelles agricoles suivantes et répondre à leurs exigences spécifiques



#### 1.2.1 Gestion des eaux de lavage de fruits et légumes



#### 1.2.2 Gestion des eaux de lavage de production acéricole



#### 1.2.3 Gestion des eaux usées de procédés générées par les activités d'agrotransformation



#### 1.2.4 Gestion des solutions nutritives serricoles



#### 1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage



#### 1.2.6 Gestion des résidus végétaux de production agricole ou générés par les activités d'agrotransformation

### Projets non admissibles

- les projets visant la gestion des matières résiduelles agricoles suivantes :
  - les eaux usées domestiques\*, à l'exception des eaux ménagères\* générées par les activités d'agrotransformation
  - les eaux de ruissellement et de drainage des systèmes de culture en champ
  - les eaux de lavage de bâtiment contenant des déjections animales
  - les déjections animales dont l'entreposage étanche est obligatoire en vertu du Règlement sur les exploitations agricoles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 26)
  - les déjections animales gérées par amas au champ
  - les résidus végétaux exogènes au milieu agricole
  - les substrats de culture et les terreaux
  - les lixiviats d'ensilage
  - les produits et les rejets issus de l'aquaculture, de l'aquaponie et de la pisciculture
  - les animaux morts et les viandes non comestibles
- les projets liés à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs, ainsi que les produits non homologués par Santé Canada;
- les produits du cannabis additionnels, tels que les ingrédients alimentaires, les produits alimentaires transformés, les produits à usage topique, les concentrés, les teintures et les capsules.



### Dépenses non admissibles générales



- les dépenses qui ne sont pas directement liées au projet
- les honoraires professionnels relatifs à la préparation du formulaire de demande d'aide financière et à la réalisation du document Diagnostic
- les coûts des permis, des licences ou des autorisations s'appliquant au projet
- les équipements de production usuels de l'exploitation agricole
- les dépassements de coûts aux fins d'une aide financière supplémentaire
- les dépenses antérieures à la date de dépôt de la demande d'aide financière complète (à l'exception des honoraires professionnels liés à la réalisation des plans et devis ou du devis d'opération (incluant le plan de localisation) qui sont remboursables seulement si la demande est acceptée)
- les dépenses d'honoraires professionnels admissibles au Programme services-conseils 2023-2028
- les dépenses effectuées auprès d'un sous-traitant du demandeur qui est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, a fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le Ministre, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les coûts liés à l'achat d'un bâtiment ou à l'acquisition d'un terrain
- les coûts liés à l'achat ou à la modification d'un équipement tracté ou autotracté
- les dépenses financées par un contrat de vente à tempérament ou un crédit-bail
- le service de la dette, le remboursement des emprunts à venir, une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital
- les charges d'exploitation courantes, y compris l'entretien normal des bâtiments et des équipements
- la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ)





### Sélection des demandes

Les projets sont déposés en continu jusqu'au 15 février 2026 inclusivement ou jusqu'à l'épuisement des crédits budgétaires, selon la première éventualité. Toute **demande d'aide financière complète**, dont le **demandeur** et le projet sont admissibles, fera l'objet d'une analyse par des représentants du **Ministre**. Cette analyse est basée sur les critères suivants :

- la cohérence du projet par rapport à l'objectif du sous-volet
- la cohérence du projet avec la recommandation du conseiller
- la faisabilité technique et financière du projet



### Paramètres généraux de l'aide financière



Paramètres d'aide financière	Par projet admissible
Nature de l'aide financière	Contribution non remboursable sous la forme de subvention
Taux maximal d'aide financière	Jusqu'à un maximum de 70 % des dépenses admissibles
Type de contribution du demandeur	En espèces
Contribution minimale du demandeur	20 % des dépenses admissibles

**Montant maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du programme**



### Modalité de versement

Le versement de l'aide financière est effectué en un seul versement lorsque le projet a été réalisé conformément aux exigences établies et est conditionnel au dépôt de l'ensemble des pièces justificatives requises.

La nature des pièces justificatives et des livrables prédéterminés au Programme en lien avec le projet à fournir préalablement à chaque versement est précisée dans la convention d'aide financière établie par le Ministre et transmise suivant l'acceptation de la demande. Les pièces justificatives doivent être conformes aux règles comptables, compatibles avec le projet et les dépenses admissibles autorisées et respecter les termes de cette convention.

Le **demandeur** doit déclarer la mise à jour du montage financier du projet, dont les sources d'aide publique considérées dans le cumul des aides publiques et citées dans la section « Cumul des aides financières publiques ».



### Cumul des aides financières publiques





## Sous-volet 1.2

### Procédure pour bénéficier de l'aide financière

Lors du dépôt d'une demande, le Ministère enverra un accusé de réception. Dans le cas d'une demande d'aide financière complète dont le demandeur et le projet sont admissibles, le Ministère transmet une confirmation de recevabilité au demandeur.

**L'accusé de réception ou la confirmation de recevabilité n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation de la part du Ministère, notamment parce que le demandeur ou son projet doit respecter l'ensemble des critères et des conditions précisés dans le présent cadre normatif.**

Le Ministre adressera une lettre au demandeur pour l'informer de la décision de financer ou non le projet par la poste ou par courrier électronique. Si le projet est retenu, le demandeur devra signer la convention d'aide financière établie par le Ministre.

**Seule les demandes d'aide financière complète seront traitées par le Ministère. Ce qui signifie que tous les documents exigés pour chacune des pratiques visées doivent être déposés avec le formulaire de demande d'aide financière.**



1



2



3



4



## Documents à déposer lors de la demande

- ☐ Formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé.
- ☐ Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix.
- ☐ Les documents Diagnostic et Description détaillée du projet pour la matière admissible visée, réalisés par un conseiller.
- ☐ Les autorisations et les permis relatifs à la mise en place du projet visé par l'aide financière, lorsque requis.
- ☐ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution) qui consigne la décision de l'organisme autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, le cas échéant.

1

2

3

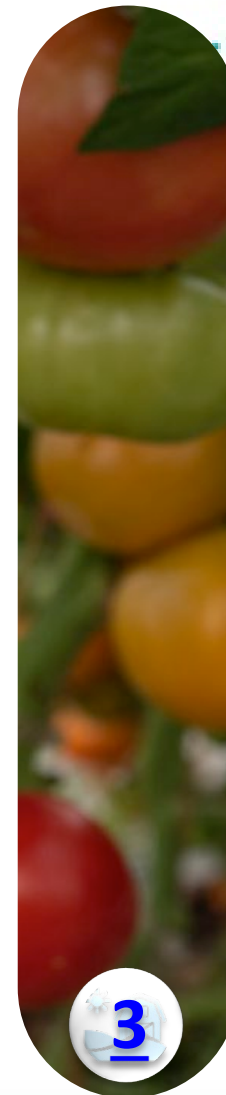
4





## Documents à déposer lors de la demande

- ☐ Pour les demandeurs dont le projet comprend des infrastructures, de l'entreposage étanche ou des systèmes de traitement, les plans et les devis signés et scellés par un ingénieur.
- ☐ Pour les demandeurs dont le projet comprend des aménagements et des équipements, le plan de localisation et les devis d'opération signés par un conseiller.







Votre  
gouvernement



## Déposer les documents suivants pour les pratiques visant une ou des immobilisations sur une terre ou un bâtiment en location

- Un bail ayant une durée minimale de cinq (5) ans à compter du dépôt de la demande d'aide financière soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans.
- Pour les demandeurs bénéficiant d'une aide financière de 15 000 \$ et plus sur des immobilisations, la preuve de la publication du bail au Registre foncier du Québec sera conditionnelle au premier versement de l'aide financière.

**Pour les projets liés à la production acéricole situés sur une terre publique :**

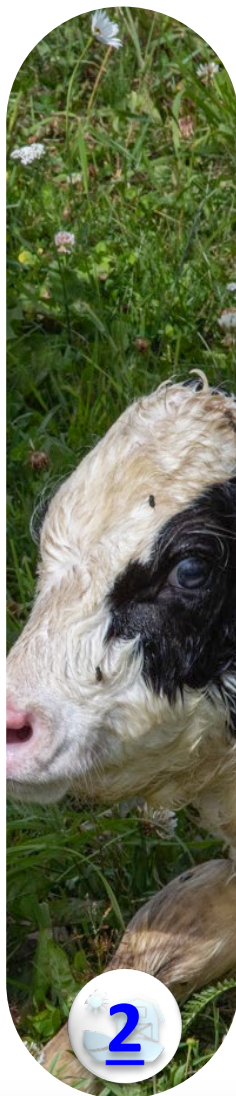
- un bail délivré par l'entité gouvernementale ou l'entité municipale concernée.

3



Québec





**Livrables à déposer à la suite de la réalisation du projet, dans un délai maximal de deux (2) ans suivant l'octroi de l'aide financière**

- ☐ Formulaire de réclamation
- ☐ Attestation de conformité des travaux ou attestation de mise en place des équipements comprenant des photos
- ☐ Factures et preuves de paiement, sur demande

### Projets admissibles

#### 1.2.1 Gestion des eaux de lavage de fruits et légumes



Implantation de mesures de réduction à la source

Prétraitement et raccordement pour rejet au réseau d'égouts

Traitement pour recirculation, infiltration dans le sol ou rejet au milieu hydrique

Entreposage et disposition au champ (épandage ou irrigation)

Aménagement du point de rejet



Exigences d'admissibilités et livrables



Dépenses non admissibles



Dépenses admissibles



Paramètres d'aide financière



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### 1.2.1 Gestion des eaux de lavage de fruits et légumes

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller
- Dépôt des plans et devis pour les infrastructures, de l'entreposage étanche et les systèmes de traitement réalisés par un ingénieur
- Dépôt des plans de localisation et des devis d'opération pour les aménagements et les équipements réalisés par un conseiller
- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

##### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt d'une attestation de conformité des travaux ou d'une attestation de mise en place des équipements comprenant des photos

### Dépenses admissibles

#### 1.2.1 Gestion des eaux de lavage de fruits et légumes

##### Dépenses admissibles générales

- les honoraires professionnels
- la main-d'œuvre, à l'exception de celle de l'exploitation agricole
- l'achat de matériel
- l'achat d'équipements neufs
- la location de matériel ou d'équipements
- l'achat de matériaux pour les infrastructures
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

- Équipement et aménagement pour le dessablage à sec
- Infrastructure et équipement de prétrempage, de rétention, de filtration, de recirculation, d'entreposage et de traitement d'eau
- Système de pompage, incluant la pompe et la canalisation requises pour la gestion des eaux usées
- Équipement de distribution et de dispersion pour la disposition au champ
- Implantation d'aménagements et d'équipements pour rejet au milieu hydrique ou pour infiltration dans le sol
- Infrastructure pour le raccordement au réseau d'égouts

### Dépenses non admissibles

#### 1.2.1 Gestion des eaux de lavage de fruits et légumes

##### Dépenses non admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipements de production usuels
- Équipement de récolte, incluant les modifications
- Système de lavage et laveuse
- Équipement d'épandage ou de transport
- Système d'irrigation
- Infrastructure pour le prolongement du réseau d'égout municipal



##### Dépenses non admissibles générales sous-volet 1.2



### Paramètres d'aide financière

#### 1.2.1 Gestion des eaux de lavage de fruits et légumes

**Jusqu'à 70% des dépenses admissibles**

**Maximum de 75 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme**

**Maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme pour l'ensemble du sous-volet 1.2**



**Paramètres généraux de l'aide financière**

### Projets admissibles



### 1.2.2 Gestion des eaux de lavage de production acéricole



**Implantation de mesures de réduction à la source**

**Traitement pour recirculation, infiltration dans le sol ou rejet au milieu hydrique**

**Aménagement du point de rejet**



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses admissibles**



**Dépenses non admissibles**



**Paramètres d'aide financière**

### Exigences d'admissibilités et livrables



### 1.2.2 Gestion des eaux de lavage de production acéricole

#### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller
- Dépôt des plans et devis pour les infrastructures, de l'entreposage étanche et les systèmes de traitement réalisés par un ingénieur
- Dépôt des plans de localisation et des devis d'opération pour les aménagements et les équipements réalisés par un conseiller
- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

#### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt d'une attestation de conformité des travaux ou d'une attestation de mise en place des équipements comprenant des photos



### Dépenses admissibles



### 1.2.2 Gestion des eaux de lavage de production acéricole

#### Dépenses admissibles générales

- les honoraires professionnels
- la main-d'œuvre, à l'exception de celle de l'exploitation agricole
- l'achat de matériel
- l'achat d'équipements neufs
- la location de matériel ou d'équipements
- l'achat de matériaux pour les infrastructures
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

#### Dépenses admissibles spécifiques

- Lave-pannes
- Réservoir de stockage du filtrat, lorsque jumelé au suivi du pH
- Chauffe-eau/serpentin
- Inverseur de coulée
- Appareil pH-mètre
- Équipement pour le rééquilibrage du pH
- Infrastructure et équipement de traitement d'eau
- Système de pompage, incluant la pompe et la canalisation requises pour la gestion des eaux usées
- Équipement de distribution et de dispersion pour la valorisation
- Implantation d'aménagements et d'équipements pour rejet au milieu hydrique ou pour infiltration dans le sol

Les dépenses  
admissibles sont celles  
directement liées à la  
réalisation d'un projet

### Dépenses non admissibles



#### 1.2.2 Gestion des eaux de lavage de production acéricole

#### Dépenses non admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipements de production usuels



#### Dépenses non admissibles générales sous-volet 1.2

**Paramètres d'aide financière**



**1.2.2 Gestion des eaux de lavage de production acéricole**

**Jusqu'à 70% des dépenses admissibles**

**Maximum de 25 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme**

**Maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme pour l'ensemble du sous-volet 1.2**



**Paramètres généraux de l'aide financière**



### Projets admissibles

#### 1.2.3 Gestion des eaux usées de procédés générées par les activités d'agrotransformation



Implantation de mesures de réduction à la source

Prétraitement et raccordement pour rejet au réseau d'égouts

Traitement pour recirculation, infiltration dans le sol ou rejet au milieu hydrique

Entreposage et disposition au champ (épandage ou irrigation)

Aménagement du point de rejet



Exigences d'admissibilités et livrables



Dépenses non admissibles



Dépenses admissibles



Paramètres d'aide financière

### Exigences d'admissibilités et livrables

#### 1.2.3 Gestion des eaux usées de procédés générées par les activités d'agrotransformation

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller
- Dépôt des plans et devis pour les infrastructures, de l'entreposage étanche et les systèmes de traitement réalisés par un ingénieur
- Dépôt des plans de localisation et des devis d'opération pour les aménagements et les équipements réalisés par un conseiller
- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

##### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt d'une attestation de conformité des travaux ou d'une attestation de mise en place des équipements comprenant des photos

### Dépenses admissibles

#### 1.2.3 Gestion des eaux usées de procédés générées par les activités d'agrotransformation

##### Dépenses admissibles générales

- les honoraires professionnels
- la main-d'œuvre, à l'exception de celle de l'exploitation agricole
- l'achat de matériel
- l'achat d'équipements neufs
- la location de matériel ou d'équipements
- l'achat de matériaux pour les infrastructures
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

- Équipement et aménagement pour la réduction des prélèvements en eau
- Infrastructure et équipement d'entreposage et de traitement d'eau
- Système de pompage, incluant la pompe et la canalisation requises pour la gestion des eaux usées
- Équipement de distribution et de dispersion pour la disposition au champ
- Implantation d'aménagements et d'équipements pour rejet au milieu hydrique ou pour infiltration dans le sol
- Infrastructure pour raccordement au réseau d'égouts



### Dépenses non admissibles

#### 1.2.3 Gestion des eaux usées de procédés générées par les activités d'agrotransformation

##### Dépenses non admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipements de production usuels
- Infrastructure pour le prolongement du réseau d'égout municipal



##### Dépenses non admissibles générales sous-volet 1.2

**Paramètres d'aide financière**

**1.2.3 Gestion des eaux usées de procédés générées par les activités d'agrotransformation**

**Jusqu'à 70% des dépenses admissibles**

**Maximum de 75 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme**

**Maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme pour l'ensemble du sous-volet 1.2**



**Paramètres généraux de l'aide financière**

### Projets admissibles

#### 1.2.4 Gestion des solutions nutritives serricoles



Implantation de mesures de réduction à la source

Traitement pour recirculation, infiltration dans le sol ou rejet au milieu hydrique

Entreposage et disposition au champ (épandage ou irrigation)

Aménagement du point de rejet



Exigences d'admissibilités et livrables



Dépenses non admissibles



Dépenses admissibles



Paramètres d'aide financière



### Exigences d'admissibilités et livrables

#### 1.2.4 Gestion des solutions nutritives serricoles

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller
- Dépôt des plans et devis pour les infrastructures, l'entreposage étanche et les systèmes de traitement réalisés par un ingénieur
- Dépôt des plans de localisation et devis d'opération pour les aménagements et les équipements réalisés par un conseiller
- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

##### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt d'une attestation de conformité des travaux ou d'une attestation de mise en place des équipements comprenant des photos

### Dépenses admissibles

#### 1.2.4 Gestion des solutions nutritives serricoles

##### Dépenses admissibles générales

- les honoraires professionnels
- la main-d'œuvre, à l'exception de celle de l'exploitation agricole
- l'achat de matériel
- l'achat d'équipements neufs
- la location de matériel ou d'équipements
- l'achat de matériaux pour les infrastructures
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipement pour entreposage, filtration, assainissement et traitement des eaux de lessivage
- Équipement pour le rééquilibrage, l'ajustement de la température et l'incorporation des eaux de lessivage à l'eau d'irrigation
- Système de distribution de l'eau recyclée dans une culture autre que celle visée par le projet
- Logiciel de mise à jour et modifications du panneau de contrôle

### Dépenses non admissibles

#### 1.2.4 Gestion des solutions nutritives serricoles

##### Dépenses non admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipements de production usuels
- Toute forme de table, de support, de gouttière et de contenant de production
- Système de collecte et de distribution de l'eau et des fertilisants de la culture visée, doseur
- Toute forme d'abri ou de couverture de la culture
- Matelas capillaire ou autre moyen d'accumulation dans un système de culture
- Productions en champ avec ou sans abri
- Productions en pots qui ne s'effectuent pas dans une serre, un bâtiment ou un milieu fermé



##### Dépenses non admissibles générales sous-volet 1.2



Paramètres d'aide financière

1.2.4 Gestion des solutions nutritives serricoles

Jusqu'à 70% des dépenses admissibles

Maximum de 50 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme

Maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme pour l'ensemble du sous-volet 1.2



Paramètres généraux de l'aide financière

### Projets admissibles

#### 1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage



**Implantation de mesures de réduction à la source**

**Aménagement pour la gestion des déjections animales dans une cour d'exercice à plus de 60 m d'un fossé, d'un milieu hydrique ou d'un milieu humide situé en aval**

**Aménagement pour la gestion des eaux de ruissellement contaminées par les déjections animales**

**Implantation d'ouvrages d'entreposage étanche**



**Exigences d'admissibilités et livrables**



**Dépenses non admissibles**



**Dépenses admissibles**



**Paramètres d'aide financière**

### Exigences d'admissibilités et livrables

#### 1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller
- Dépôt des plans et devis pour les infrastructures, de l'entreposage étanche et les systèmes de traitement réalisés par un ingénieur
- Dépôt des plans de localisation et des devis d'opération pour les aménagements et les équipements réalisés par un conseiller
- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

##### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt d'une attestation de conformité des travaux ou d'une attestation de mise en place des équipements comprenant des photos



### Dépenses admissibles

#### 1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage

##### Dépenses admissibles générales

- les honoraires professionnels
- la main-d'œuvre, à l'exception de celle de l'exploitation agricole
- l'achat de matériel
- l'achat d'équipements neufs
- la location de matériel ou d'équipements
- l'achat de matériaux pour les infrastructures
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

### Dépenses admissibles

#### 1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage

##### Dépenses admissibles spécifiques

- Rigole de déviation, gouttière et aménagement pour l'isolation hydraulique en amont du site
- Brise-vent fixe ou mobile
- Clôture incluant les barrières d'accès (électriques, carrelées ou avec traverses en bois)
- Plancher et toiture de l'aire d'alimentation, de l'aire à portance améliorée et de l'aire d'abreuvement
- Canalisations d'eau jusqu'à l'abreuvoir (tuyaux)
- Puits incluant la pompe lorsque le coût d'amenée d'eau par canalisation à partir d'un puits existant est plus élevé ou impossible
- Nivellement, drainage, semences et plants spécifiques pour l'implantation de la bande végétative filtrante
- Équipement de captage et de distribution des eaux de ruissellement contaminées
- Excavation, nivellement, compactage et mise en place de remblai en sol
- Ouvrage d'entreposage étanche
- Chemin d'accès
- Matériel pour l'amélioration de la portance

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

### Dépenses non admissibles

#### 1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage

##### Dépenses non admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipements de production usuels
- Mangeoire, râtelier, abreuvoir
- Litière
- Corral, balance et cage de contention
- Drainage souterrain de la cour
- Abri mobile à veaux
- Entrée et ligne électrique, système autonome
- Plancher et toiture de l'aire de couchage



##### Dépenses non admissibles générales sous-volet 1.2



**Paramètres d'aide financière**

**1.2.5 Gestion des déjections animales produites dans une cour d'exercice ou accumulées en amas à proximité du bâtiment d'élevage**

**Jusqu'à 70% des dépenses admissibles**

**Maximum de 75 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme**

**Maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme pour l'ensemble du sous-volet 1.2**



**Paramètres généraux de l'aide financière**

### Projets admissibles

#### 1.2.6 Gestion des résidus végétaux de production agricole ou générés par les activités d'agrotransformation



Implantation de mesures de réduction à la source

Entreposage et valorisation (épandage ou alimentation animale)

Entreposage et prétraitement pour exportation

Traitement par compostage ou bioséchage



Exigences d'admissibilités et livrables



Dépenses non admissibles



Dépenses admissibles



Paramètres d'aide financière

### Exigences d'admissibilités et livrables

#### 1.2.6 Gestion des résidus végétaux de production agricole ou générés par les activités d'agrotransformation

##### Exigences d'admissibilité

- Dépôt des documents Diagnostic et Description détaillée du projet (disponibles sur la page Internet du Programme) réalisés par un conseiller
- Dépôt des plans et devis pour les infrastructures, de l'entreposage étanche et les systèmes de traitement réalisés par un ingénieur
- Dépôt des plans de localisation et des devis d'opération pour les aménagements et les équipements réalisés par un conseiller
- Dépôt des soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix

##### Livrables

- Dépôt du formulaire de réclamation
- Dépôt des factures et des preuves de paiement, sur demande
- Dépôt d'une attestation de conformité des travaux ou d'une attestation de mise en place des équipements comprenant des photos



### Dépenses admissibles

#### 1.2.6 Gestion des résidus végétaux de production agricole ou générés par les activités d'agrotransformation

##### Dépenses admissibles générales

- les honoraires professionnels
- la main-d'œuvre, à l'exception de celle de l'exploitation agricole
- l'achat de matériel
- l'achat d'équipements neufs
- la location de matériel ou d'équipements
- l'achat de matériaux pour les infrastructures
- les frais liés au transport et à la livraison des équipements et des matériaux

##### Dépenses admissibles spécifiques

Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la réalisation d'un projet

- Équipement d'épierrage
- Programme alimentaire pour la valorisation des résidus végétaux
- Infrastructure et équipement pour l'entreposage
- Infrastructure, équipement et aménagement pour le compostage, le bioséchage, la maturation et la gestion des lixiviats
- Équipement pour le conditionnement, le retournement, l'aération
- Thermomètre pour le suivi du compostage
- Matériel de recouvrement dont la vie utile est d'au moins cinq (5) ans

### Dépenses non admissibles



#### 1.2.6 Gestion des résidus végétaux de production agricole ou générés par les activités d'agrotransformation

##### Dépenses non admissibles spécifiques

- Infrastructure et équipements de production usuels
- Équipement de reprise, de distribution et d'épandage
- Frais d'achat d'intrants



##### Dépenses non admissibles générales sous-volet 1.2

**Paramètres d'aide financière**

**1.2.6 Gestion des résidus végétaux de production agricole ou générés par les activités d'agrotransformation**

**Jusqu'à 70% des dépenses admissibles**

**Maximum de 50 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme**

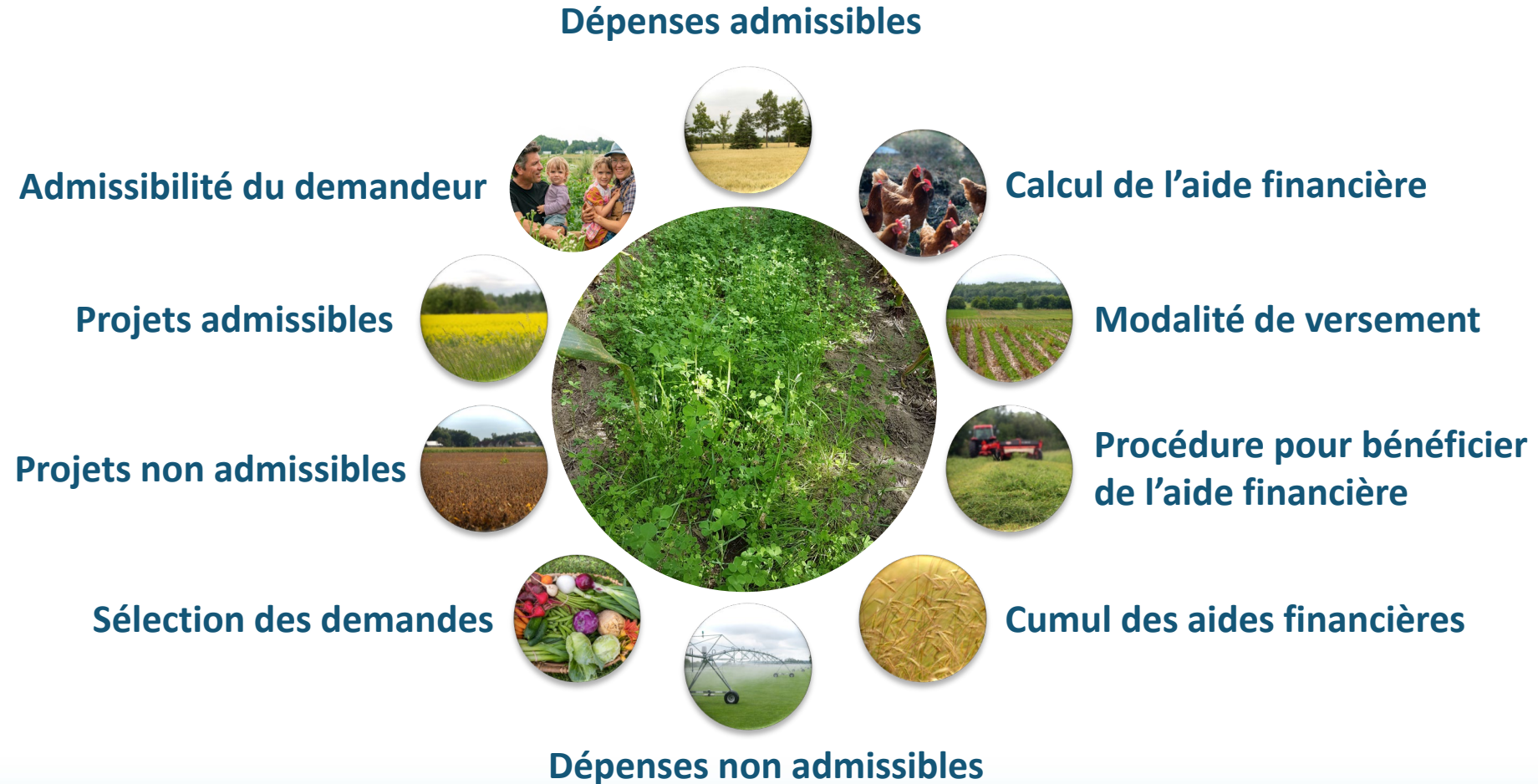
**Maximum de 125 000 \$ par demandeur pour la durée du Programme pour l'ensemble du sous-volet 1.2**



**Paramètres généraux de l'aide financière**



## Accroître la réalisation d'essais d'implantation en agroenvironnement





### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs admissibles

- une **exploitation agricole**

#### Demandeurs non admissibles

- les **demandeurs** inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et leurs sous-traitants. Ce registre est disponible à l'adresse suivante : <https://amp.quebec/rena/>
- les **demandeurs** qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les **demandeurs** qui sont placés sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3)
- les **demandeurs** qui sont sous le coup d'une ordonnance du **Ministre** ou d'un juge, prise en vertu de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, chapitre B-3.1)



### Projets admissibles

Les essais d'implantation visant une *pratique agroenvironnementale éprouvée* ①

**Pour être admissible, le projet doit réunir les conditions suivantes :**

- être réalisé sur le territoire québécois
- être supervisé par un conseiller
- avoir une durée maximale de trois (3) années entre l'octroi de l'offre d'aide financière et le dépôt des pièces justificatives
- déposer une demande d'aide financière qui représente minimalement 500 \$
- être réalisé sur une superficie maximale de cinq (5) hectares, comprenant la superficie de la parcelle témoin sauf pour les projets en agriculture de précision pour lesquels il n'y a pas de superficie maximale
- viser des superficies en propriété ou en location inscrites dans la fiche d'enregistrement du demandeur
- inclure une comparaison avec la pratique courante de l'entreprise à l'aide d'une parcelle témoin

**Être effectué selon l'un des dispositifs suivants et respecter les conditions associées :**

- *dispositif par parcelles appariées* ①
  - respecter un minimum de cinq (5) prises de mesure dans chaque parcelle appariée
- *dispositif expérimental avec répétitions* ①
  - respecter le minimum de trois (3) répétitions







### Projets admissibles

**Pour les essais d'implantation visant la réduction de l'utilisation de pesticides, les conditions suivantes doivent être respectées :**

- pour les grandes cultures, réduire de 50 % la quantité de matière active appliquée à l'hectare
- pour le secteur horticole, réduire de 25 % la quantité de matière active appliquée à l'hectare
- les indices de risques pour la santé et l'environnement (ci-après « IRS » et « IRE ») ne doivent pas augmenter

**Pour les essais d'implantation visant la réduction des risques pour la santé et l'environnement associés aux pesticides, les conditions suivantes doivent être respectées :**

- réduire de 25 % l'un des indices de risques (IRS ou IRE) pour un ravageur ciblé
- ne pas augmenter de plus de 10 % l'autre indice de risques. Si l'IRS ou l'IRE est inférieur ou égal à 150, il n'est pas tenu de respecter cette condition





### Projets non admissibles

- les essais d'implantation relatifs à des pratiques agroenvironnementales que l'exploitation agricole effectue déjà couramment
- les essais d'implantation visant le réglage ou la modification d'équipements de l'exploitation agricole
- les essais d'implantation visant à définir des paramètres d'utilisation de biopesticides
- les essais d'implantation impliquant l'usage des produits phytosanitaires qui ne suivent pas l'étiquette du produit visé par le projet
- les projets liés à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs, ainsi que les produits non homologués par Santé Canada



### Dépenses admissibles



**Les dépenses directement liées à la réalisation d'un projet. Elles correspondent aux éléments suivants :**

- les honoraires professionnels
- les frais de main-d'œuvre de l'exploitation agricole pour un montant forfaitaire de 15 % des autres dépenses admissibles du projet
- les achats d'intrants et de matériel
- les frais de location d'équipements
- les coûts liés aux analyses de laboratoire
- les frais d'utilisation de l'équipement de ferme conformément aux références économiques du Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec
- les frais de déplacement et de séjour du conseiller conformes aux barèmes prévus à la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraire par des organismes publics du Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec







### Dépenses non admissibles

- les honoraires professionnels relatifs à la préparation du formulaire de demande d'aide financière
- les dépenses qui ne sont pas directement liées au projet
- les dépenses liées à l'achat de semences de la culture principale du projet
- les dépassements de coûts aux fins d'une aide financière supplémentaire
- les compensations pour perte de rendement ou de superficie agricole active
- les dépenses antérieures à la date de dépôt de la demande d'aide financière complète
- les dépenses effectuées auprès d'un sous-traitant du demandeur qui est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, a fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le Ministre, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les coûts liés à l'achat d'un bâtiment ou à l'acquisition d'un terrain
- les coûts liés à l'achat d'un équipement
- le service de la dette, le remboursement des emprunts à venir, une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital
- les charges d'exploitation courantes, y compris l'entretien normal des bâtiments et des équipements
- la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ)
- l'achat de matériel informatique
- les coûts liés à l'obtention de permis, de licences, d'autorisations ou d'études exigés par les lois, les décrets ou les règlements en vigueur et s'appliquant au projet
- les frais associés à la modification de la machinerie possédée par l'exploitation agricole





### Sélection des demandes

Les projets sont déposés en continu jusqu'au 15 février 2026 inclusivement ou jusqu'à l'épuisement des crédits budgétaires, selon la première éventualité. Toute **demande d'aide financière complète**, dont le **demandeur** et le projet sont admissibles, fera l'objet d'une analyse par des représentants du **Ministre**. Cette analyse est basée sur les critères suivants :

- la cohérence du projet par rapport à l'objectif du sous-volet
- la pertinence du dispositif scientifique établi par le conseiller
- la démonstration de l'atteinte de la réduction de l'utilisation des matières actives ou de l'indice de risque, le cas échéant
- la faisabilité technique et financière du projet



## Calcul de l'aide financière

Paramètres d'aide financière	Par projet admissible
Nature de l'aide financière	Contribution non remboursable sous la forme de subvention
Taux maximal d'aide financière	Jusqu'à un maximum de 70 % des dépenses admissibles
Montant maximal d'aide financière	<b>Par essai d'implantation :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 15 000 \$ par projet admissible.</li></ul> <b>Par demandeur pour la durée du Programme :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 30 000 \$ par demandeur.</li></ul>
Type de contribution du demandeur	En espèces ou en nature
Contribution minimale du demandeur	20 % des dépenses admissibles







### Modalité de versement

L'aide financière est versée à la suite du dépôt des livrables en un (1) versement pour les projets d'un (1) an et en maximum deux (2) versements pour les projets de deux (2) ou trois (3) ans.

Versements	Pourcentage de l'aide financière totale	Événement initiateur du versement
<b>Premier versement</b>	Maximum de 50 %	Après le dépôt des livrables approuvés par le Ministère pour les projets de plus d'un an.
<b>Dernier versement</b>	50 % (ou 100 % pour les projets d'un an)	Après l'acceptation, par le Ministre, de l'ensemble des livrables et des pièces justificatives en lien avec le projet y compris la fiche des résultats et d'appréciation et un état des dépenses.

La nature des pièces justificatives et des livrables prédéterminés au Programme en lien avec le projet à fournir préalablement à chaque versement est précisée dans la convention d'aide financière établie par le Ministre et transmise suivant l'acceptation de la demande.

Les pièces justificatives doivent être conformes aux règles comptables, compatibles avec le projet et les dépenses admissibles autorisées et respecter les termes de cette convention.

Le demandeur doit déclarer la mise à jour du montage financier du projet, dont les sources d'aide publique considérées dans le cumul des aides publiques et citées dans la section « Cumul des aides financières publiques ».



### Cumul des aides financières publiques





### Sous-volet 1.3

## Procédure pour bénéficier de l'aide financière

Lors du dépôt d'une demande, le Ministère enverra un accusé de réception.

Dans le cas d'une demande d'aide financière complète dont le demandeur et le projet sont admissibles, le Ministère transmet une confirmation de recevabilité au demandeur.

**L'accusé de réception ou la confirmation de recevabilité n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation de la part du Ministère, notamment parce que le demandeur ou son projet doit respecter l'ensemble des critères et des conditions précisés dans le présent cadre normatif.**

Le Ministre transmettra une lettre au demandeur pour l'informer de la décision de financer ou non le projet par la poste ou par courrier électronique. **Si le projet est retenu, le demandeur devra signer la convention d'aide financière établie par le Ministre.**





## Documents à déposer lors de la demande

- ☐ Le *formulaire de demande* d'aide financière remplie en français et signé
- ☐ Une prévision des coûts détaillés du projet et de son financement
- ☐ Une référence récente ou un article, scientifique, démontrant le caractère éprouvé de la pratique
- ☐ Plan de localisation de la parcelle visée par l'essai
- ☐ Schéma du dispositif qui présente clairement les traitements, la dimension, le nombre de répétitions et l'emplacement du dispositif
- ☐ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution) qui consigne la décision de l'exploitation agricole autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, le cas échéant

Les documents requis pour déposer une demande sont disponibles sur le site Internet du Ministère, dans la section « [Programmes](#) ».

1





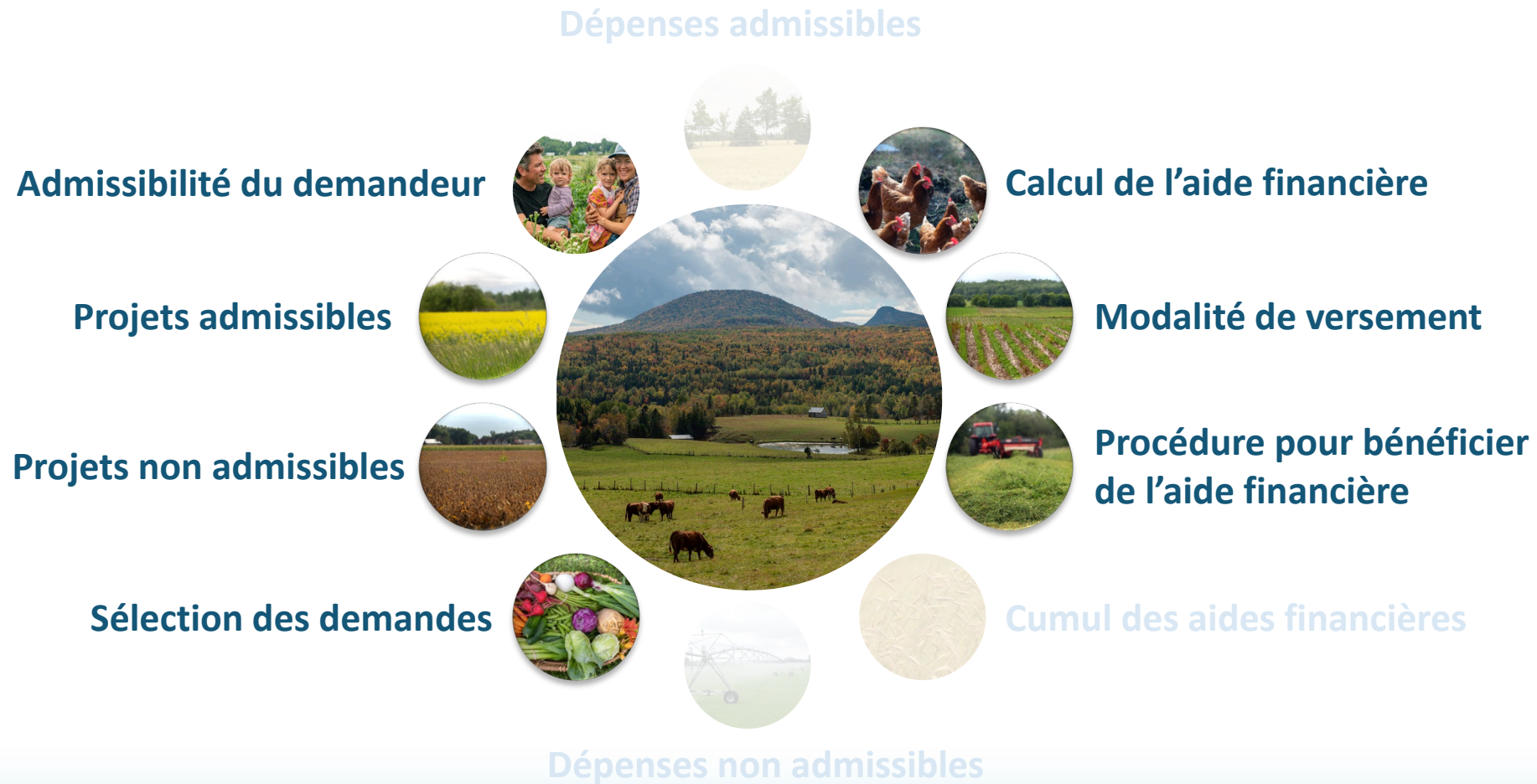
## Documents à déposer à la suite de l'essai (livrables)

- ☐ Fiche des résultats du projet remplie à partir du gabarit disponible sur le site Internet du Ministère et signé par le conseiller responsable de superviser l'essai d'implantation (à déposer à la fin de chaque année de l'essai)
- ☐ Grille d'appréciation signée par le demandeur à la fin de l'essai
- ☐ Formulaire de réclamation
- ☐ Factures et preuves de paiement, sur demande





Accroître l'offre de produits agricoles biologiques par la conversion d'unité de production végétale, acéricole et apicole au mode de production biologique







### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs admissibles

- une **exploitation agricole**

#### Demandeurs non admissibles

- les demandeurs qui ont reçu une aide financière dans le cadre du Programme d'appui pour la conversion à l'agriculture biologique 2015-2023 et qui ont abandonné la certification ou dont la certification a été annulée par un organisme de certification pour le même type de production que celui visé par la demande d'aide financière
- les **demandeurs** inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et leurs sous-traitants. Ce registre est disponible à l'adresse suivante : <https://amp.quebec/rena/>
- les **demandeurs** qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les **demandeurs** qui sont placés sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3)
- les **demandeurs** qui sont sous le coup d'une ordonnance du **Ministre** ou d'un juge, prise en vertu de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, chapitre B-3.1)





### Projets admissibles

**Pour être admissible, le projet de conversion doit réunir les conditions suivantes :**

- être réalisé sur le territoire québécois
- augmenter le nombre d'unités de production végétales, acéricoles ou apicoles ayant obtenu le statut de précertification biologique ou de certification biologique
- être déposé dans les six (6) mois suivants l'obtention du statut de précertification biologique ou de certification biologique des unités de production visées. Une demande d'aide financière distincte doit être déposée lors de l'obtention de chaque statut (précertification et certification)
- déposer une demande d'aide financière qui représente minimalement 500 \$





### Projets admissibles

Les demandeurs qui obtiennent une précertification biologique ou une première certification biologique pour le type de production visé par le projet doivent déposer un rapport d'intervention technique en production biologique, réalisé dans les 12 mois précédant le dépôt de la demande d'aide financière et signé par un conseiller offrant des services-conseils techniques pour la production visée, ou fournir un diplôme de formation ayant une spécialisation en production biologique émis par un établissement d'enseignement.

Pour les unités de production en location, le demandeur doit posséder un bail d'une durée minimale de cinq (5) ans à compter de la date de dépôt de la demande d'aide financière, soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans. Les unités de production en location ne doivent pas déjà faire l'objet d'une certification détenue par leur locateur. Pour les unités de production situées sur une terre publique, le demandeur doit fournir un bail délivré par l'entité gouvernementale ou l'entité municipale concernée. Ce bail est accepté sans égard à sa durée. Pour être admissibles, toutes les superficies en propriété ou en location doivent être dûment inscrites au dossier d'enregistrement de l'exploitation agricole.

Les demandes d'aide financière associées à l'obtention d'une précertification biologique ou une certification biologique obtenue **entre le 1er octobre 2022 et la date d'autorisation du Programme par le Conseil du trésor** pourront être déposées jusqu'au 4 mars 2024 ou dans les six (6) mois suivants, selon le plus long délai applicable.



### Projets non admissibles

- les projets de renouvellement annuel de la certification biologique d'unités de production d'une exploitation agricole
- la précertification biologique ou la certification biologique d'une unité de production auparavant certifiée
- les projets liés à l'horticulture ornementale, à la production de plants, de transplants, de semences, d'arbres de Noël ainsi que de gazon
- les projets visant des superficies non cultivées ou en préparation (terre en friche, surface de biodiversité)
- les projets visant les récoltes sauvages
- les projets liés à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs, ainsi que les produits non homologués par Santé Canada





### Sélection des demandes

Les projets sont déposés en continu jusqu'au 15 février 2026 inclusivement ou jusqu'à l'épuisement des crédits budgétaires, selon la première éventualité. Toute **demande d'aide financière complète**, dont le **demandeur** et le projet sont admissibles, fera l'objet d'une analyse par des représentants du **Ministre**.



### Calcul de l'aide financière

L'aide financière est calculée en fonction du montant établi par unité de production et selon le type de production, comme défini dans le tableau à la diapo suivante. L'aide financière totale dans le cadre de ce sous-volet ne peut excéder 20 000 \$ par exploitation agricole, soit 10 000 \$ pour la précertification biologique et 10 000 \$ pour la certification biologique, et ce, pour toute la durée du Programme.

Un demandeur dont les unités de production obtiennent le statut de certification biologique sans passer par l'étape de la précertification biologique aura droit uniquement à l'aide financière associée au statut de certification biologique.

Advenant une différence entre les unités de production ayant le statut de précertification biologique et celles ayant le statut de certification biologique, ces dernières seront utilisées pour établir le montant final de l'aide financière.



Calcul de l’aide financière

Montant d’aide financière par unité de production selon le type de production

Type de production	Montant d’aide financière par unité de production	
	Précertification biologique	Certification biologique
Horticulture maraîchère et fruitière* (à l’exclusion des récoltes sauvages)	2 500 \$/hectare	2 500 \$/hectare
Cultures en serres	5 \$ /mètre²	5 \$ /mètre²
Céréales, oléagineux et légumineuses**	100 \$/hectare	100 \$/hectare
Pâturages et fourrages	25 \$/hectare	25 \$/hectare
Acériculture	0,05 \$/entaille	0,05 \$/entaille
Apiculture	—	25 \$/ruche

\*Les fines herbes, les plantes médicinales, les champignons, les légumes de transformation, le houblon ainsi que les légumineuses et oléagineux récoltés et commercialisés sous forme de produits en frais, congelés ou en conserve (ex. : gourgane, pois chiche, lentille, etc.) sont inclus dans ce type de production.

\*\*Les engrais verts ainsi que les légumineuses et les oléagineux récoltés et commercialisés sous forme de produits secs sont inclus dans ce type de production.





### Modalité de versement

L'aide financière est versée en un versement pour chaque demande d'aide financière présentée, soit un pour la précertification biologique et un pour la certification biologique sur présentation des livrables prédéterminés au Programme.



## Sous-volet 1.4

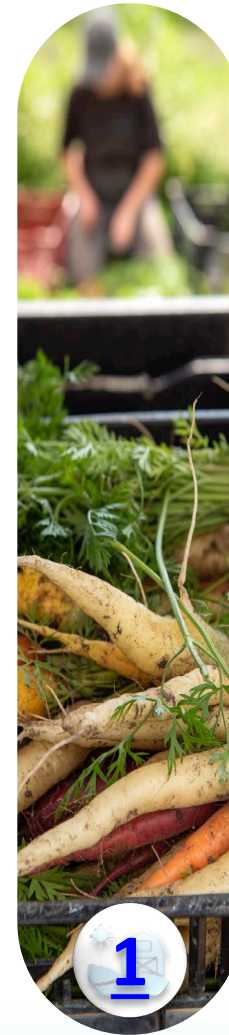
### Procédure pour bénéficier de l'aide financière

Lors du dépôt d'une demande, le Ministère enverra un accusé de réception.

Dans le cas d'une demande d'aide financière complète dont le demandeur et le projet sont admissibles, le Ministère transmet une confirmation de recevabilité au demandeur.

**L'accusé de réception ou la confirmation de recevabilité n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation de la part du Ministère, notamment parce que le demandeur ou son projet doit respecter l'ensemble des critères et des conditions précisés dans le présent cadre normatif.**

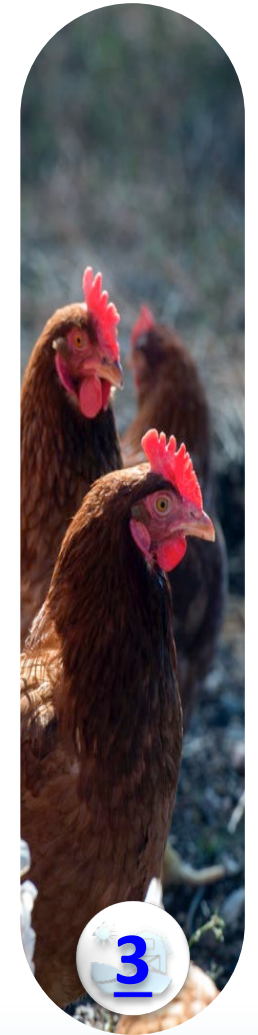
Le Ministre transmettra une correspondance au demandeur pour l'informer de la décision de financer ou non le projet et du montant d'aide financière qui lui sera versé le cas échéant.



**1**



**2**



**3**

Les documents requis pour déposer une demande sont disponibles sur le site Internet du Ministère, dans la section « [Programmes](#) ».



## Documents à déposer lors de la demande

- ❑ Formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé. Un formulaire distinct doit être déposé pour chaque statut (précertification biologique et certification biologique)

Les demandes doivent être déposées dans un délai de 6 mois suivant la date d'obtention de chaque statut.

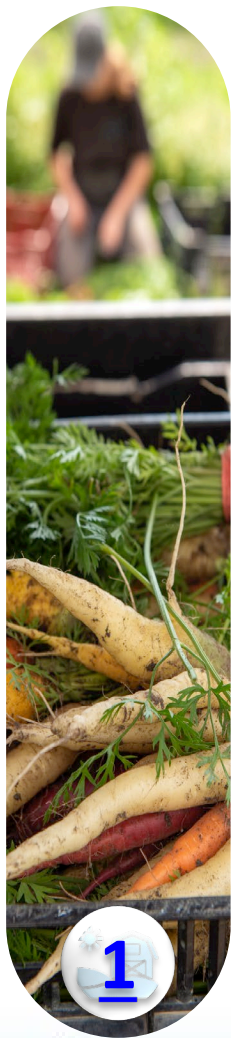
Les demandes d'aide financière associées à l'obtention d'une précertification biologique ou d'une certification biologique obtenue entre le 1er octobre 2022 et la date d'autorisation du Programme par le Conseil du trésor pourront être déposées jusqu'au 4 mars 2024 ou dans les six (6) mois suivants leur obtention, selon le plus long délai applicable.

1

2

3





1

## Documents à déposer lors de la demande

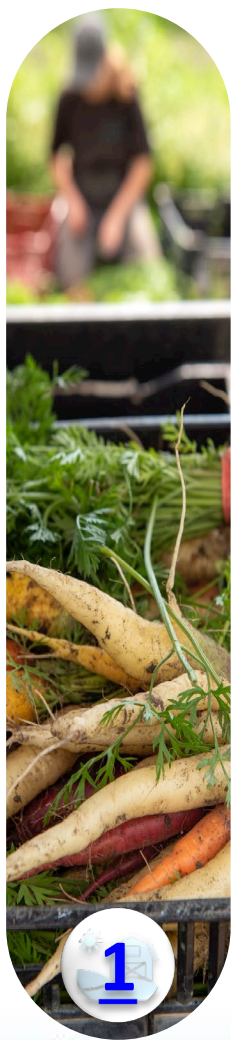
- ☐ L'attestation de précertification biologique ou de certification biologique pour les unités de production visées par la demande d'aide financière
- ☐ Un document délivré par un organisme de certification indiquant clairement les superficies par type de production, le nombre d'entailles ou de ruches pour lesquels l'aide financière est demandée ainsi que leur statut (ex. : année de la conversion, précertification ou certification)
- ☐ Pour les unités de production en location, un bail d'une durée minimale de cinq (5) ans à compter de la date de dépôt de la demande d'aide financière, soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans
- ☐ Un plan de ferme indiquant clairement les parcelles, les lots et les unités d'évaluation associés aux unités de production visées par la demande d'aide financière

2



3





1



2

## Documents à déposer lors de la demande

- ❑ Pour les demandeurs qui obtiennent pour la première fois une précertification biologique ou une certification biologique pour le type de production visé par le projet, déposer l'une des preuves suivantes :
  - un rapport d'intervention technique réalisé dans les 12 mois précédant le dépôt de la demande d'aide financière par un conseiller offrant des services-conseils techniques pour le type de production visé;
  - un diplôme de formation ayant une spécialisation en production biologique émis par un établissement d'enseignement.
- ❑ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution) qui consigne la décision de l'exploitation agricole autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, le cas échéant

3

# Volet-2 : Projets à portée collective en agroenvironnement

Contribuer à l'atteinte des objectifs prioritaires en agroenvironnement par la réalisation de projets à portée collective

Sous-volet 2.2

Volet 2

Sous-volet 2.1





# Volet-2 : Projets à portée collective en agroenvironnement

Contribuer à l'atteinte des objectifs prioritaires en agroenvironnement par la réalisation de projets à portée collective

Volet 2

Sous-volet 2.1

Sous-volet 2.2



Appui à la diffusion d'informations en  
agroenvironnement

## Volet-2 : Projets à portée collective en agroenvironnement

Contribuer à l'atteinte des objectifs prioritaires en agroenvironnement par la réalisation de projets à portée collective

Sous-volet 2.1

Sous-volet 2.2

Volet 2



Appui aux projets de mobilisation, de concertation  
et de transfert en agroenvironnement

## Volet-2 : Projets à portée collective en agroenvironnement

Contribuer à l'atteinte des objectifs prioritaires en agroenvironnement par la réalisation de projets à portée collective



L'adoption de pratiques agroenvironnementales par les exploitations agricoles passe notamment par la réalisation d'actions à portée collective, régionale ou interrégionale qui développe et favorise la concertation, la mobilisation, le partage et la diffusion d'informations en agroenvironnement et qui permet aux exploitants d'être mieux outillés pour appuyer leur prise de décisions.





## Cumul des aides financières publiques



Le calcul du cumul des aides financières directes ou indirectes reçues des ministères, des organismes et des sociétés d'État des gouvernements du Québec et du Canada, incluant les crédits d'impôt ainsi que des entités municipales qui ne sont pas directement bénéficiaires du Programme, ne doit pas dépasser 90 % des dépenses admissibles du projet.

Aucune aide financière provenant d'un autre programme du Ministère ne peut être octroyée en sus de l'aide financière octroyée dans le cadre de ce Programme pour les mêmes dépenses admissibles.

L'actif visé au paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 89 de la Loi instituant le gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (RLRQ, chapitre G-1.04) n'est pas considéré dans la règle de cumul de la présente norme .

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul, toutes les formes d'aide financière accordées par un organisme public doivent être calculées à 100 % de leur valeur, qu'elles soient remboursables ou non.

Également, lorsque le taux de cumul des aides financières publiques est inférieur à 100 % des dépenses admissibles, un apport minimal du bénéficiaire est ainsi exigé afin de s'assurer que les aides gouvernementales ne financent pas la totalité des dépenses admissibles du projet.

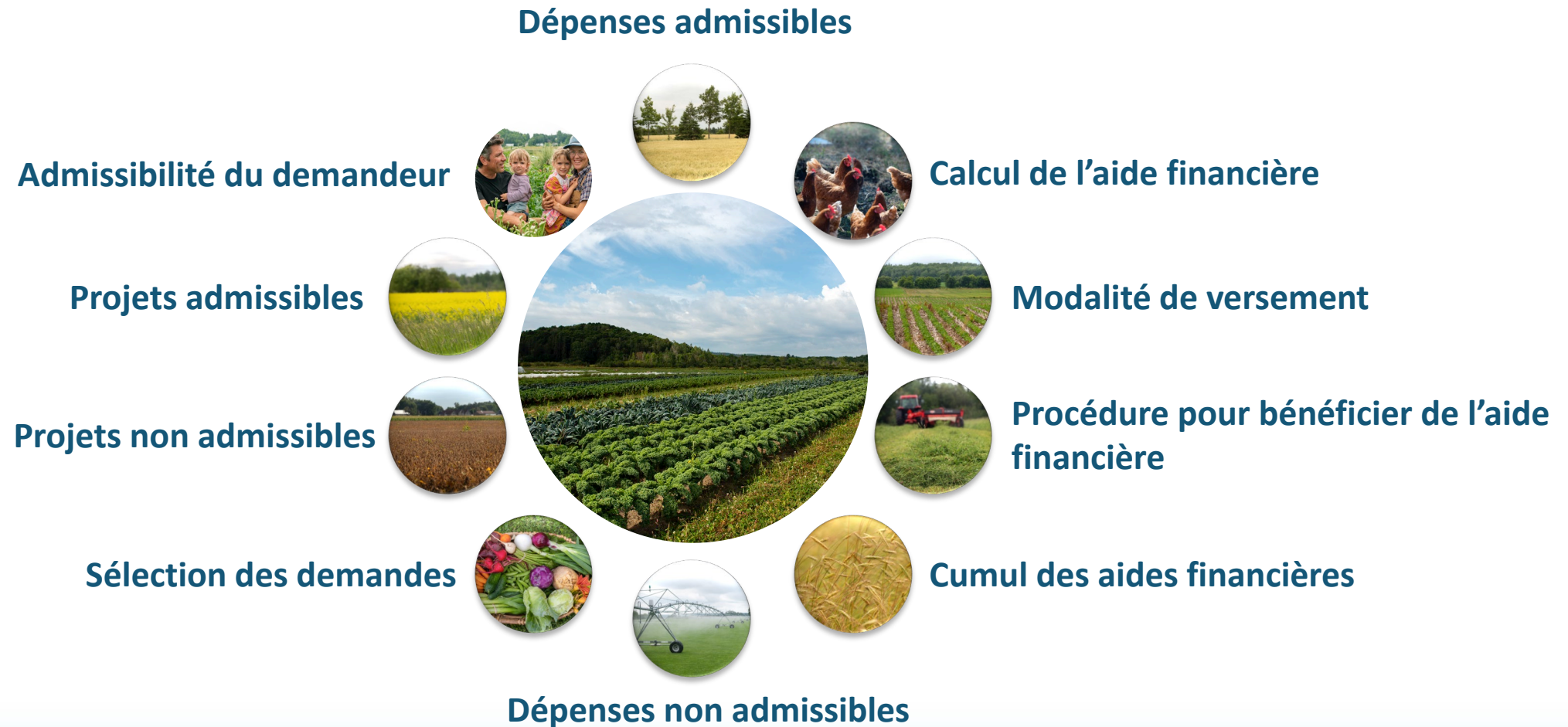
Par ailleurs, les aides financières provenant de la Banque de développement du Canada (BDC), de Financement agricole Canada (FAC) et de La Financière agricole du Québec (FADQ) sont à considérer comme des contributions privées si elles n'offrent aucun avantage conféré, soit lorsqu'elles sont convenues aux conditions du marché.

Le demandeur doit déclarer, à l'occasion de chaque réclamation de paiement, la totalité de l'aide financière provenant des entités mentionnées. Si une telle aide financière lui est versée après celle qui lui a été accordée en vertu du présent Programme et que le cumul des aides publiques dépasse le taux de cumul limite du Programme,

le demandeur est tenu de le déclarer au Ministre ou à son représentant. De plus, il est tenu de rembourser au Ministre une somme équivalente à l'excédent du taux de cumul maximal jusqu'à concurrence du montant de l'aide obtenue en vertu du présent Programme, et ce, dans le délai imposé dans un avis transmis à cet effet par le Ministre.



Accroître la production et la diffusion d'informations sur les pratiques agroenvironnementales auprès des exploitations agricoles





### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs admissibles

- un regroupement d'exploitations agricoles légalement constitué et reconnu par le Ministère
- un organisme privé
- un organisme à but non lucratif.

#### Demandeurs non admissibles

- les ministères, les organismes budgétaires, les organismes autres que budgétaires, les sociétés d'État, lesquels sont visés aux annexes 1, 2 et 3 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les sociétés contrôlées directement ou indirectement par un gouvernement (provincial ou fédéral) ou par une société d'État
- les coopératives financières et les institutions bancaires, ainsi que les entités municipales;
- les établissements d'enseignement
- les demandeurs qui tirent des bénéfices ou des avantages financiers autres que des services-conseils, que ces opérations soient faites directement ou indirectement
- les **demandeurs** inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et leurs sous-traitants. Ce registre est disponible à l'adresse suivante : <https://amp.quebec/rena/>
- les **demandeurs** qui, au cours des deux (2) années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les **demandeurs** qui sont placés sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3)
- les **demandeurs** qui sont sous le coup d'une ordonnance du **Ministre** ou d'un juge, prise en vertu de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, chapitre B-3.1)





### Projets admissibles

**Les projets admissibles sont ceux destinés à la clientèle des exploitations agricoles :**

- les activités publiques de sensibilisation et de diffusion d'information
- les activités de démonstration au champ

**Pour être admissible, le projet doit réunir les conditions suivantes :**

- avoir une durée maximale d'un (1) an entre l'octroi de l'offre d'aide financière et le dépôt des pièces justificatives
- inclure au moins une activité visant une pratique agroenvironnementale éprouvée
- être mis en œuvre et réalisé au Québec
- déposer une demande d'aide financière qui représente minimalement 500 \$



### Projets non admissibles

- les activités de motivation, de divertissement, de croissance personnelle, de coaching d'affaires, de mentorat;
- les activités de sensibilisation et de diffusion d'informations destinées à un public restreint (membres d'un syndicat, membres d'une association)
- les projets visant seulement des activités d'échange, de réflexion et de partage d'expertise (codéveloppement);
- les projets liés à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs, ainsi que les produits non homologués par Santé Canada;
- les projets liés aux produits du cannabis additionnels, tels que les ingrédients alimentaires, les produits alimentaires transformés, les produits à usage topique, les concentrés, les teintures et les capsules.



### Dépenses admissibles

**Les dépenses directement liées à la réalisation d'un projet. Elles correspondent aux éléments suivants :**

- les honoraires des partenaires qui participent à la sensibilisation et à la diffusion d'information (experts, conférenciers)
- le salaire de la main-d'œuvre correspondant au temps directement consacré à la réalisation du projet
- les charges sociales et les avantages sociaux de la main-d'œuvre correspondant au temps directement consacré à la réalisation du projet représentant soit un montant fixe de 26 % du salaire, soit une démonstration comptable du demandeur
- les coûts liés aux communications, à la publicité et à la diffusion d'information
- la location de salles, de terrains, de bâtiments, de machinerie ou d'outillage
- la location ou l'achat de matériel et d'intrants
- les frais liés aux déplacements organisés des participants d'un lieu de conférence à un site de démonstration
- les frais de déplacement du demandeur et des partenaires conformément à la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics présente dans le Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec
- les frais d'administration pour un montant forfaitaire de 15 % des autres dépenses admissibles du projet





### Dépenses non admissibles

- les dépenses qui ne sont pas directement liées au projet
- les dépenses des participants aux activités du projet
- les dépenses relatives à l'achat d'aliments, de boissons et de cadeaux aux participants
- les dépassements de coûts aux fins d'une aide financière supplémentaire
- les dépenses antérieures à la date de dépôt de la demande d'aide financière complète
- les dépenses effectuées auprès d'un sous-traitant du demandeur qui est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, a fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le Ministre, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les coûts liés à l'achat d'un bâtiment ou à l'acquisition d'un terrain
- les coûts liés à l'achat d'un équipement autotracté
- la rémunération du personnel des organismes publics
- les frais de dépenses engagés par le personnel des organismes publics
- la rémunération de chercheurs universitaires ou de toute autre personne qui n'est pas tributaire du financement accordé au projet
- le service de la dette, le remboursement des emprunts à venir, une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital
- les charges d'exploitation courantes, y compris l'entretien normal des bâtiments et des équipements
- la portion remboursable de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ)



### Sélection des demandes

Les projets sont déposés en continu jusqu'au 15 février 2026 inclusivement ou jusqu'à l'épuisement des crédits budgétaires, selon la première éventualité. Toute **demande d'aide financière complète**, dont le **demandeur** et le projet sont admissibles, fera l'objet d'une analyse par des représentants du **Ministre**. Cette analyse est basée sur les critères suivants :

- l'ampleur de la portée collective
- la qualité de la démarche
- les retombées anticipées sur l'adoption de pratiques agroenvironnementales par les exploitations agricoles
- le réalisme et les coûts du projet

Uniquement les demandes d'aide financière complètes et répondant à l'ensemble des critères d'admissibilité pourront faire l'objet d'une aide financière.



### Calcul de l'aide financière

Paramètres d'aide financière	Par activité admissible
Nature de l'aide financière	Contribution non remboursable sous la forme de subvention
Taux maximal d'aide financière	75 % des dépenses admissibles
Montant maximal d'aide financière	<p><b>Pour les activités publiques de sensibilisation et de diffusion d'informations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 5 000 \$ par activité admissible;</li><li>• 7 250 \$ par activité incluant deux (2) représentations ou séances dans la même région;</li><li>• 9 500 \$ dans le cas des activités admissibles qui incluent plus de deux (2) représentations ou séances dans la même région.</li></ul> <p><b>Pour les activités de démonstration au champ :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 7 000 \$ par activité admissible</li></ul>
Type de contribution du demandeur et des partenaires	En espèces ou en nature
Contribution minimale du demandeur et des partenaires	25 % des dépenses admissibles





### Modalité de versement

La nature des pièces justificatives et des livrables prédéterminés au Programme en lien avec le projet à fournir préalablement à chaque versement est précisée dans la convention d'aide financière établie par le Ministre et transmise suivant l'acceptation de la demande. Les pièces justificatives doivent être conformes aux règles comptables, compatibles avec le projet et les dépenses admissibles autorisées et respecter les termes de cette convention.

Le demandeur doit déclarer la mise à jour du montage financier du projet, dont les sources d'aide publique considérées dans le cumul des aides publiques et citées dans la section « Cumul des aides financières publiques ».



### Cumul des aides financières publiques



## Sous-volet 2.1

### Procédure pour bénéficier de l'aide financière

Lors du dépôt d'une demande, le Ministère enverra un accusé de réception.

Dans le cas d'une demande d'aide financière complète dont le demandeur et le projet sont admissibles, le Ministère transmet une confirmation de recevabilité au demandeur.

**L'accusé de réception ou la confirmation de recevabilité n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation de la part du Ministère, notamment parce que le demandeur ou son projet doit respecter l'ensemble des critères et des conditions précisés dans le présent cadre normatif.**

Le Ministre transmettra une lettre au demandeur pour l'informer de la décision de financer ou non le projet par la poste ou par courrier électronique. **Si le projet est retenu, le demandeur devra signer la convention d'aide financière établie par le Ministre.**

Les documents requis pour déposer une demande en fonction du type de projet sont disponibles sur le site Internet du Ministère, dans la section « [Programmes](#) ». Les demandes doivent être déposées au moins 30 jours avant la tenue de l'activité.





## Documents à déposer lors de la demande

- ❑ Formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé, incluant une prévision des coûts détaillés du projet et de son financement, et déposé au réseau Agriconseils dans la région où a lieu l'activité. Pour une activité virtuelle, le dépôt de la demande se fait dans la région où est situé le siège social du demandeur.
- ❑ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution) qui consigne la décision de l'organisme autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, le cas échéant.

Les documents requis pour déposer une demande en fonction du type de projet sont disponibles sur le site Internet du Ministère, dans la section « [Programmes](#) ». Les demandes **doivent être déposées au moins 30 jours ouvrables avant la tenue de l'activité.**

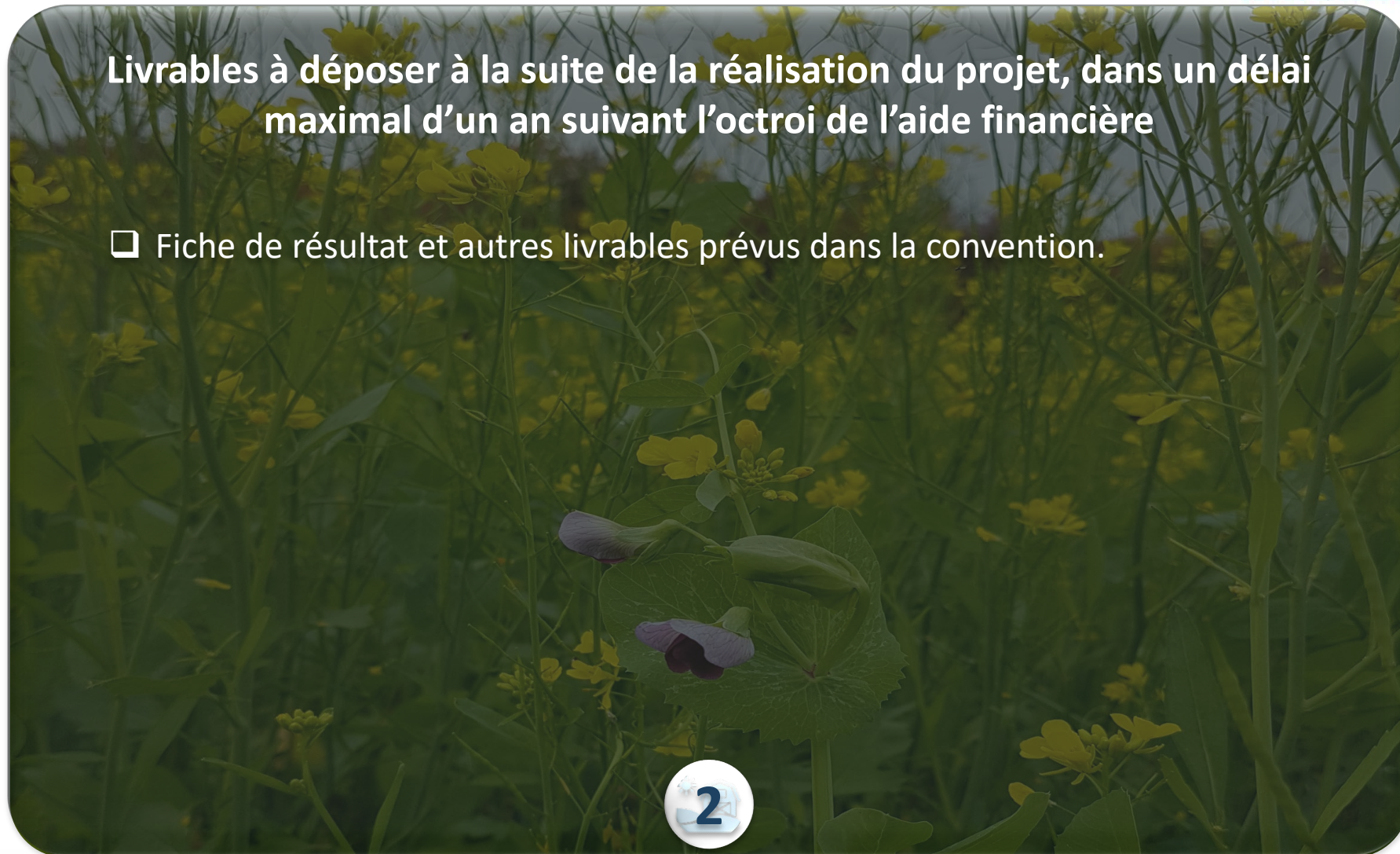




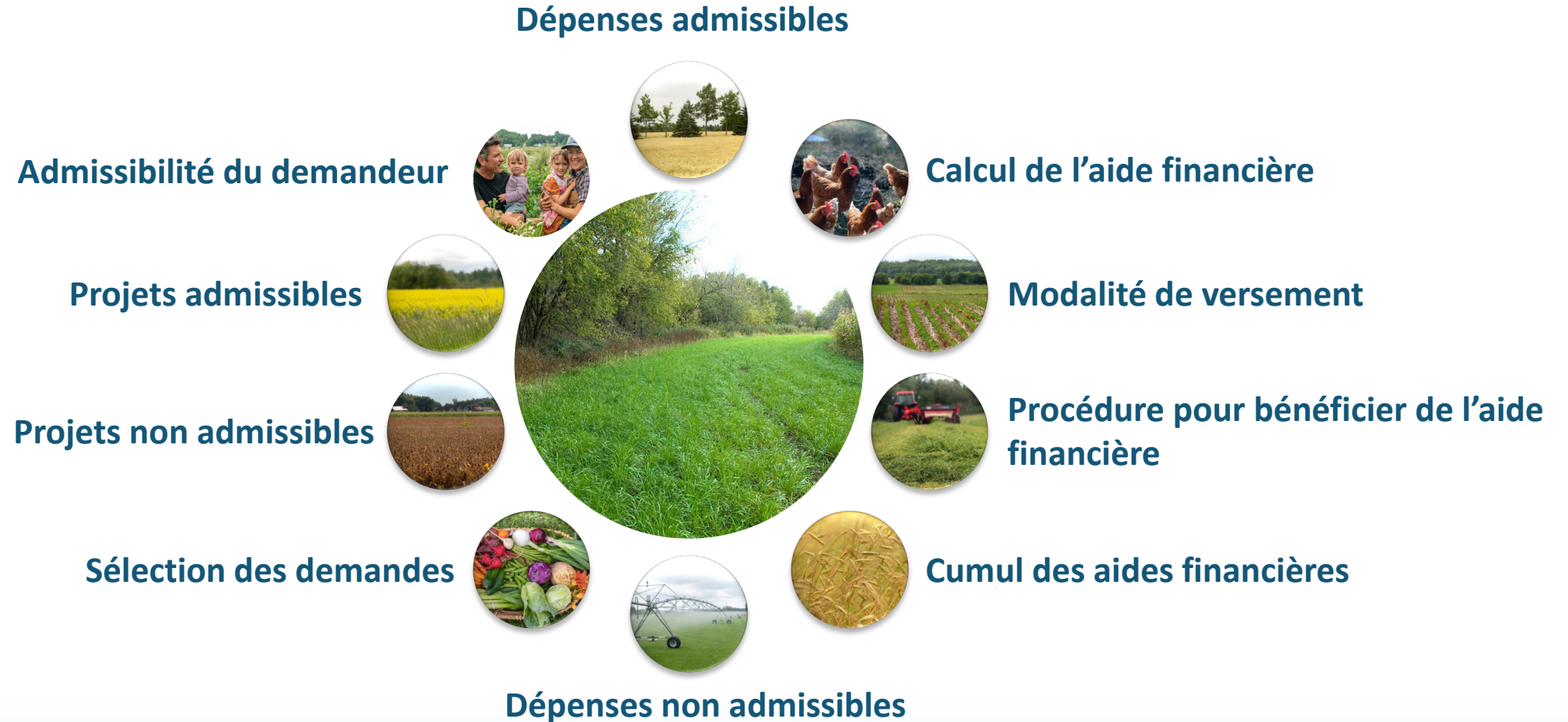


**Livrables à déposer à la suite de la réalisation du projet, dans un délai maximal d'un an suivant l'octroi de l'aide financière**

- ☐ Fiche de résultat et autres livrables prévus dans la convention.



Accroître la mobilisation et la concertation au sein du secteur agricole sur des enjeux agroenvironnementaux prioritaires







### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs admissibles

- un organisme privé
- un établissement de recherche
- un établissement de transfert technologique
- un centre de diffusion
- un établissement d'enseignement
- un organisme à but non lucratif
- un regroupement d'exploitations agricoles légalement constitué et reconnu par le Ministère
- une entité municipale





### Admissibilité du demandeur

#### Demandeurs non admissibles

- les ministères, les organismes budgétaires, les organismes autres que budgétaires, les sociétés d'État, lesquels sont visés aux annexes 1, 2 et 3 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les sociétés contrôlées directement ou indirectement par un gouvernement (provincial ou fédéral) ou par une société d'État;
- les **demandeurs** inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et leurs sous-traitants. Ce registre est disponible à l'adresse suivante : <https://amp.quebec/rena/>
- les **demandeurs** qui, au cours des deux (2) années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le **Ministre**, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les demandeurs qui sont des entreprises à but lucratif ayant plus de 100 employés, qui sollicitent une aide financière de 100 000 \$ et plus et qui ne sont pas en mesure de répondre aux exigences du Programme d'accès à l'égalité en emploi
- les **demandeurs** qui sont placés sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3)
- les **demandeurs** qui sont sous le coup d'une ordonnance du **Ministre** ou d'un juge, prise en vertu de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, chapitre B-3.1)



### Projets admissibles

#### Les projets admissibles sont :

- les projets de mise en œuvre de plans d'action régionaux en agroenvironnement
- les projets de cohortes régionales favorisant le réseautage, le codéveloppement et le transfert de connaissance pour accroître l'adoption de pratiques agroenvironnementales en lien avec les objectifs du PAD
- les projets collectifs visant la mise en œuvre du PAD, à l'échelle provinciale
- les projets à portée collective répondant à une priorité définie par le Ministère afin de répondre à un enjeu agroenvironnemental provincial

#### Pour être admissible, le projet doit réunir les conditions suivantes :

- être mis en œuvre et réalisé au Québec
- avoir une durée maximale de trois (3) ans entre l'octroi de l'offre d'aide financière et le dépôt des pièces justificatives
- déposer une demande d'aide financière qui représente minimalement 3 000 \$





### Projets admissibles

Pour les projets de mise en œuvre de plans d'action régionaux, les projets déposés lors d'appel de projets doivent répondre aux actions prioritaires ciblées identifiées dans les plans régionaux par des actions ou des moyens identifiés pour la mise en œuvre du PAD dans la région où est déposé le projet. Les plans d'action régionaux sont disponibles sur la page Internet du Programme.

Pour les projets de cohortes régionales favorisant le réseautage, le codéveloppement et le transfert de connaissance qui vise à accroître l'adoption de pratiques agroenvironnementales en lien avec les objectifs du PAD, ceux-ci doivent comprendre :

- un engagement de 5 à 15 exploitants agricoles;
- un nombre minimal de trois (3) rencontres par année pour favoriser le réseautage entre les entreprises membres de la cohorte;
- un nombre minimal de deux (2) activités de transfert de connaissances ciblées par année, exclusives aux entreprises de la cohorte.





### Projets non admissibles

- les projets issus de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée, du développement expérimental ou de l'adaptation technologique
- les projets liés à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs, ainsi que les produits non homologués par Santé Canada
- les produits du cannabis additionnels, tels que les ingrédients alimentaires, les produits alimentaires transformés, les produits à usage topique, les concentrés, les teintures et les capsules



### Dépenses admissibles

**Les dépenses directement liées à la réalisation d'un projet. Elles correspondent aux éléments suivants :**

- les honoraires des partenaires (experts, conférenciers)
- le salaire de la main-d'œuvre correspondant au temps directement consacré à la réalisation du projet
- les charges sociales et les avantages sociaux de la main-d'œuvre correspondant au temps directement consacré à la réalisation du projet représentant soit un montant fixe de 26 % du salaire, soit une démonstration comptable du demandeur
- la location de salles, de terrains, de bâtiments, de machinerie ou d'équipements
- la location de matériel ou d'outillage
- l'achat de matériel, d'intrants ou de services
- l'achat d'outillage et d'équipements ayant un prix inférieur à 1 500 \$ (l'achat d'outillage et d'équipements jusqu'à une valeur unitaire maximale de 7 000 \$ est permis lorsqu'il est indispensable à la réalisation du projet et que la location revient plus chère que l'achat ou qu'elle est impossible)
- les frais liés aux communications, à la publicité et à la diffusion d'information
- les frais de déplacement et de séjour du demandeur et des partenaires conformément à la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics contenus dans le Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec
- les frais d'administration pour un montant forfaitaire de 15 % des dépenses admissibles du projet



### Dépenses non admissibles

- les dépenses qui ne sont pas directement liées au projet
- les dépassements de coûts aux fins d'une aide financière supplémentaire
- les dépenses antérieures à la date du dépôt du formulaire de demande d'aide financière
- les dépenses effectuées auprès d'un sous-traitant du demandeur qui est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, a fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le Ministre, et ce, en lien avec une aide financière antérieure octroyée par ce dernier
- les coûts liés à l'achat d'un bâtiment ou à l'acquisition d'un terrain
- l'achat d'outillage et d'équipements ayant un prix supérieur à 7 000 \$
- les coûts liés à l'achat d'un équipement autotracté
- la rémunération du personnel des organismes publics
- les frais de dépenses engagés par le personnel des organismes publics
- la rémunération de chercheurs universitaires ou de toute autre personne qui n'est pas tributaire du financement accordé au projet
- le service de la dette, le remboursement des emprunts à venir, une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital
- les charges d'exploitation courantes, y compris l'entretien normal des bâtiments et des équipements
- la portion remboursable de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ)





### Sélection des demandes

Les projets sont déposés à la suite de la parution d'un appel de projets. Toute demande d'aide financière complète, dont le demandeur et le projet sont admissibles, fera l'objet d'une analyse par des représentants du Ministère. Cette analyse est basée sur les critères suivants :

- la cohérence du projet par rapport à l'objectif du sous-volet
- la qualité de la démarche ou de la méthode utilisée
- la pertinence et le niveau d'expérience et d'expertise de l'équipe de réalisation
- l'ampleur de la portée collective
- les retombées anticipées sur l'adoption de pratiques agroenvironnementales par les exploitations agricoles
- la faisabilité technique et financière du projet

Seules les demandes d'aide financière complètes et répondant à l'ensemble des critères d'admissibilité pourront faire l'objet d'une aide financière.



### Calcul de l'aide financière

Paramètres d'aide financière	Par catégorie de projets admissibles
Nature de l'aide financière	Contribution non remboursable sous la forme de subvention
Taux maximal d'aide financière	90 % des dépenses admissibles
Montant d'aide minimal	3 000 \$
Montant maximal d'aide financière	<p><b>Pour les projets de mise en œuvre de plans d'action régionaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>les projets de cohortes régionales favorisant le réseautage, le codéveloppement et le transfert de connaissance pour accroître l'adoption de pratiques agroenvironnementales en lien avec les objectifs du PAD (durée maximale de deux ans) :<ul style="list-style-type: none"><li>40 000 \$/année (voir à l'annexe 3 les montants forfaitaires)</li></ul></li><li>les autres projets de transfert (durée minimale de deux [2] ans, durée maximale de trois [3] ans) :<ul style="list-style-type: none"><li>80 000 \$ pour des projets de deux (2) ans</li><li>115 000 \$ pour des projets de trois (3) ans</li></ul></li></ul> <p><b>Pour les projets collectifs visant la mise en œuvre du PAD, à l'échelle provinciale (durée minimale de deux [2] ans et une durée maximale de trois [3] ans) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>400 000 \$ par projet</li></ul> <p><b>Pour les projets à portée collective répondant à une priorité définie par le Ministère afin de répondre à un enjeu agroenvironnemental provincial :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>100 000 \$ pour des projets d'un (1) an</li><li>200 000 \$ pour des projets de deux (2) ans</li><li>500 000 \$ pour des projets de trois (3) ans</li></ul>





### Calcul de l'aide financière

Paramètres d'aide financière		Par catégorie de projets admissibles
Type de contribution du demandeur et des partenaires	En espèces ou en nature	
Contribution minimale du demandeur et des partenaires	10 % des dépenses admissibles	
Dépenses admissibles		Paramètres d'aide financière
Coordination de la cohorte	6 500 \$	
Majoration au recrutement d'exploitations agricoles	500 \$	Par entreprise
	2 000 \$	
	2 500 \$	
Réalisation d'activités de réseautage (minimum de trois [3] activités)	3 000 \$	
	3 500 \$	
Réalisation d'activités de transfert de connaissances (minimum de deux [2] activités)	2 500 \$	
Incitatif aux exploitations agricoles pour la réalisation de pratiques agroenvironnementales	750 \$	Par entreprise





### Modalité de versement

L'aide financière est versée en un maximum de quatre (4) versements.

Versement lié à l'avancement du projet	Durée du projet			Événement initiateur du versement
	1 an	2 ans	3 ans	
Premier versement	50 %	50 %	30 %	À la suite de la signature de la convention par toutes les parties. Et à la réception d'une copie de chacune des ententes entre le demandeur et ses partenaires lorsqu'elles sont exigées.
Deuxième versement	S/O	20 %	20 %	À la suite de l'acceptation par le Ministère des livrables et des pièces justificatives, lorsque requises.
Troisième versement	S/O	S/O	20 %	À la suite de l'acceptation par le Ministère des livrables et des pièces justificatives, lorsque requises.
Dernier versement	50 %	30 %	30 %	À la suite de l'acceptation par le Ministère des livrables et des pièces justificatives, lorsque requises.





### Modalité de versement

La nature des pièces justificatives et des livrables prédéterminés au Programme en lien avec le projet à fournir préalablement à chaque versement est précisée dans la convention d'aide financière établie par le Ministre et transmise suivant l'acceptation de la demande. Les pièces justificatives doivent être conformes aux règles comptables, compatibles avec le projet et les dépenses admissibles autorisées et respecter les termes de cette convention.

Le demandeur doit déclarer la mise à jour du montage financier du projet, dont les sources d'aide publique considérées dans le cumul des aides publiques et citées dans la section « Cumul des aides financières publiques ».



### Cumul des aides financières publiques



## Sous-volet 2.2

### Procédure pour bénéficier de l'aide financière

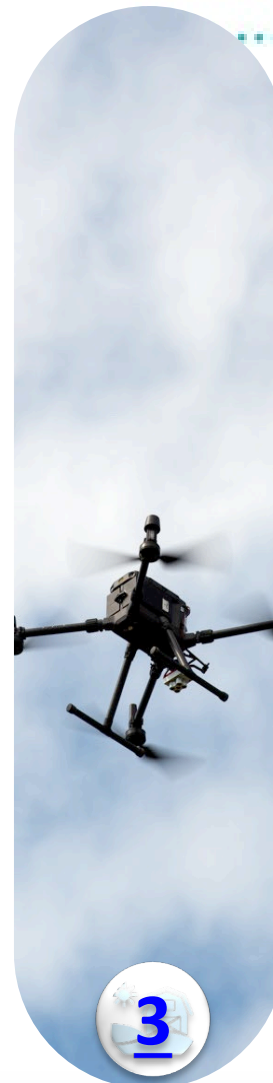
Lors du dépôt d'une demande, le Ministère enverra un accusé de réception.

Dans le cas d'une demande d'aide financière complète dont le demandeur et le projet sont admissibles, le Ministère transmet une confirmation de recevabilité au demandeur.

**L'accusé de réception ou la confirmation de recevabilité n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation de la part du Ministère, notamment parce que le demandeur ou son projet doit respecter l'ensemble des critères et des conditions précisés dans le présent cadre normatif.**

Le Ministre transmettra une lettre au demandeur pour l'informer de la décision de financer ou non le projet par la poste ou par courrier électronique. **Si le projet est retenu, le demandeur devra signer la convention d'aide financière établie par le Ministre.**

Pour les projets de cohorte, passer aux étapes 3 et 4.





## Documents à déposer lors de la demande À l'exception des projets de cohorte

- ☐ Formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé, incluant une prévision des coûts détaillés du projet et de son financement
- ☐ Une preuve attestant l'implication de partenaires au projet, lorsqu'applicable
- ☐ Plan de travail comprenant un échéancier des travaux
- ☐ Les curriculum vitae des membres de l'équipe de projet, incluant les experts externes ou les ressources spécialisées, s'il y a lieu, validant l'expérience et l'expertise de l'équipe de réalisation du projet
- ☐ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution) qui consigne la décision de l'exploitation agricole autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, le cas échéant.

1

2

3

4





## À l'exception des projets de cohorte

### Documents à déposer avant le deuxième et le troisième versements

- ☐ Rapport d'étape
- ☐ Formulaire de réclamation
- ☐ Factures et preuves de paiement sur demande

### Documents à déposer avant le versement final

- ☐ Rapport d'étape
- ☐ Formulaire de réclamation
- ☐ Factures et preuves de paiement sur demande
- ☐ Autre livrable, sur demande





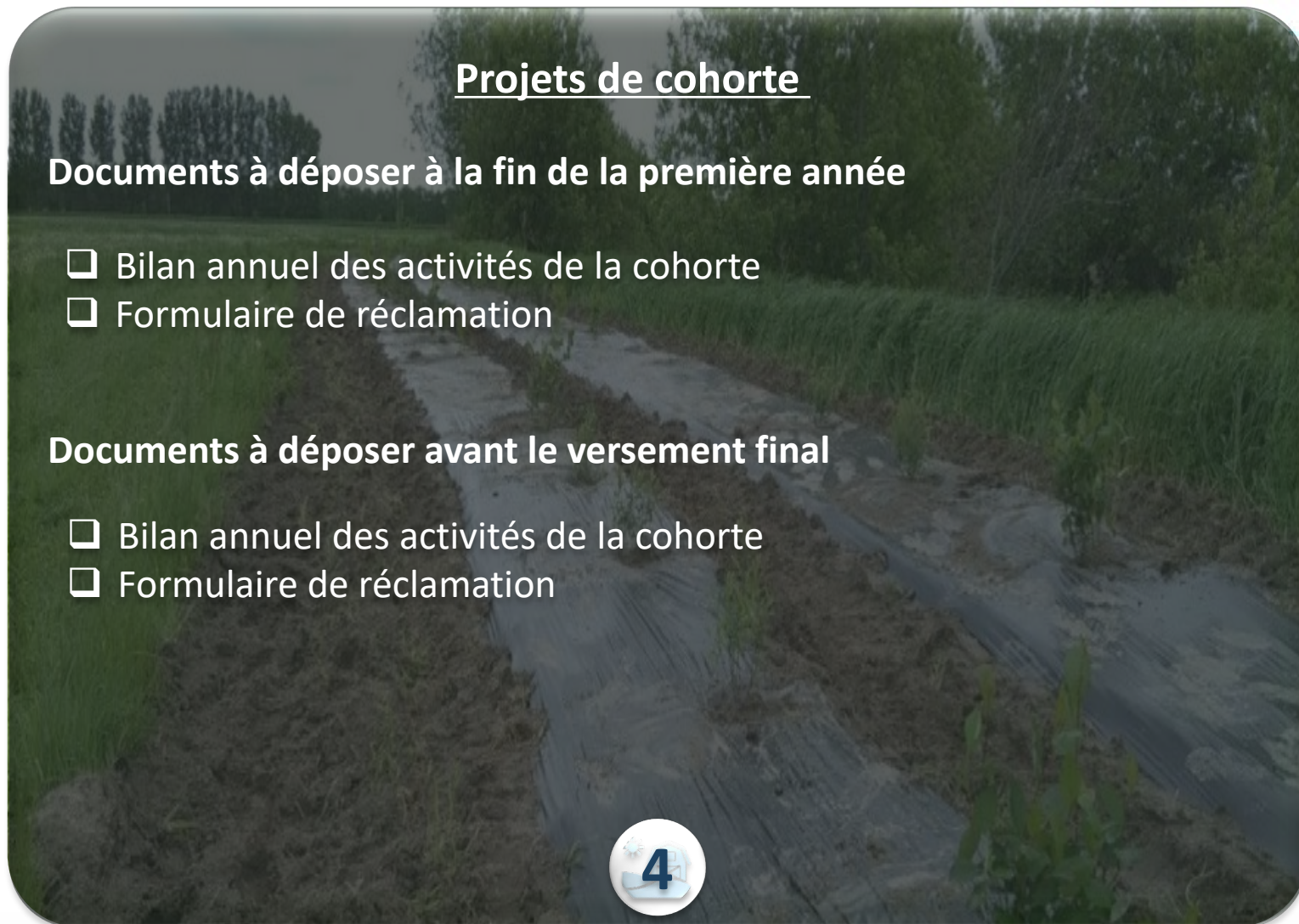
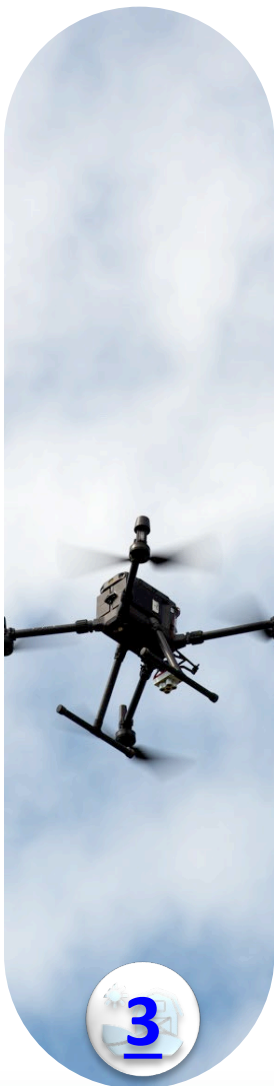


## Documents à déposer lors de la demande Projets de cohorte

- ☐ Formulaire de demande d'aide financière dûment rempli et signé, incluant une prévision des coûts détaillés du projet et de son financement
- ☐ Formulaire de participation à une cohorte régionale pour chaque exploitant agricole
- ☐ Une procuration ou un document (procès-verbal ou résolution) qui consigne la décision de l'organisme autorisant le représentant du demandeur à remplir les documents liés à la demande d'aide financière, le cas échéant







## Projets de cohorte

### Documents à déposer à la fin de la première année

- ☐ Bilan annuel des activités de la cohorte
- ☐ Formulaire de réclamation

### Documents à déposer avant le versement final

- ☐ Bilan annuel des activités de la cohorte
- ☐ Formulaire de réclamation

### Agrotransformateur

Entreprise de transformation alimentaire qui est une partie apparentée à une exploitation agricole, située sur un des sites de l'exploitation agricole.

### Conseiller

Toute personne qualifiée qui, dans le respect de sa profession et de son champ de compétence, offre aux entreprises du secteur agricole et agroalimentaire un service-conseil de nature professionnelle ou technique, dissocié de la vente de produit ou de service autre que le service-conseil.

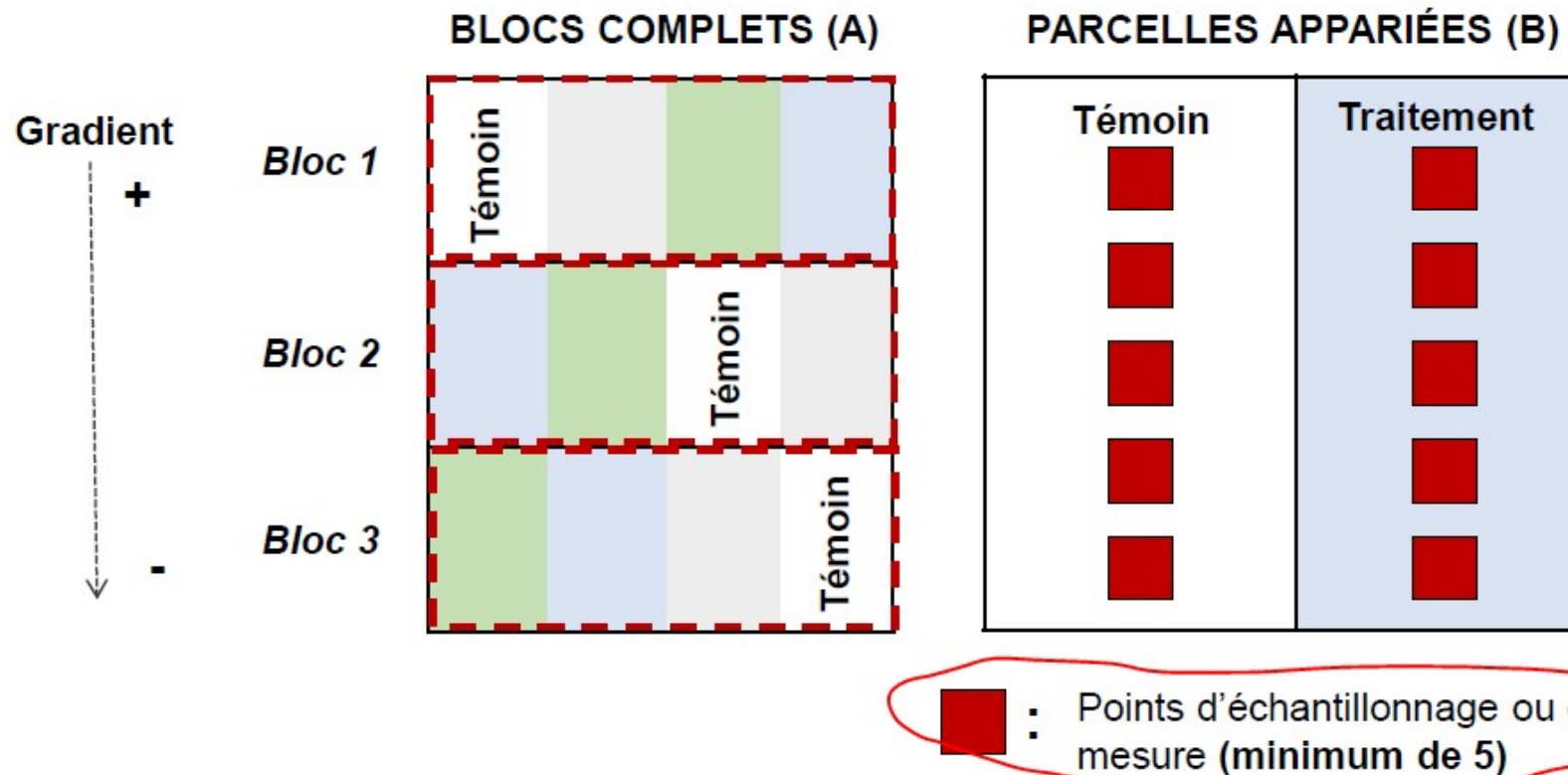
### Pratique agroenvironnementale éprouvée

***Pratique agroenvironnementale*** ayant fait l'objet de travaux de recherche scientifique dans des conditions semblables à celles du Québec et ayant permis de démontrer l'obtention de gains environnementaux et son applicabilité par les ***exploitations agricoles*** du Québec.





## Exemples de dispositifs



- A. Blocs complets comprenant des traitements différents sur trois parcelles (en couleurs) et une parcelle témoin (en blanc).
- B. Parcelles appariées; la parcelle avec le traitement évalué est en bleu et la parcelle témoin, en blanc. Les mesures sont répétées à l'intérieur des parcelles.



# Exemple agriculture de précision

